

Recueil

DES ACTES ADMINISTRATIFS

2020

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT

Février 2020
N° 2 A - 2020

ardèche
LE DÉPARTEMENT

S O M M A I R E

I - Arrêtés du Président

* Arrêté temporaire n° 045 ADC WK 20 RD0318 Portant réglementation de la circulation routière	7
* Arrêté temporaire n° 051 ADC WN 20 RD0239 Portant réglementation de la circulation routière	9
* Arrêté temporaire n° 082 ADC WK 20 RD0536 Portant réglementation de la circulation routière	11
* Arrêté temporaire n° 089 ADC WK 20 RD0578 Portant réglementation de la circulation routière	13
* Arrêté temporaire n° 090 ADC WN 20 RD0160 Portant réglementation de la circulation routière	15
* ARRÊTÉ n°2020-47 Portant fixation, au titre de l'année 2020, du prix de journée du Foyer Appartement de la Croix-Rouge française.	17
* ARRÊTÉ n° 2020-88 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) du CHI de ROCHER-LARGENTIERE	21
* ARRÊTÉ n° 2020-106 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «Léon Rouveyrol» à Aubenas.	25
* ARRÊTÉ n° 2020-107 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD du CHI de ROCHER-LARGENTIERE	29
* ARRÊTÉ n° 2020-108 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD «LEON ROUYEYROL» à AUBENAS.	33
* ARRÊTÉ n° 2020-112 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à la dépendance et du forfait global dépendance EHPAD «Le Bosc» situé à Vals-les-Bains	37
* ARRÊTÉ n° 2020-113 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Le Bosc à Vals Les Bains	41

* ARRÊTÉ n° 2020-114 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD «La Chalambelle» à Burzet	45
* ARRÊTÉ n°2020-115 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD «La Chalambelle» à Burzet	49
* ARRÊTÉ n° 2020-123 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la résidence «LE ROCHER DE MIDI» à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON	53
* ARRÊTÉ n°2020-2 Portant désignation des chefs d'établissements départementaux dans le cadre de la réglementation contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et dans le cadre de la réglementation concernant le risque d'incendie et d'explosion et l'évacuation dans les établissements recevant des travailleurs (ERT)	55
* ARRÊTÉ n° 2020-21 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Marcel Coulet à Guilhaud Granges	65
* ARRÊTÉ n°2020-27 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «Roche de France» à Tournon sur Rhône	67
* ARRÊTÉ n°2020-32 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «Lancelot» à Privas.	71
* ARRÊTÉ n° 2020-45 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD du Centre Hospitalier de Moze à Saint Agrève	75
* ARRÊTÉ n° 2020-67 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Le Pré de Champ Long à Vesseaux	77
* DÉCISION n°2020-69 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association AFIGESE pour l'année 2020	81
* ARRÊTÉ n°2020-78 Portant continuité des services des Directions Territoriales d'Action Sociale	83
* ARRÊTÉ n° 2020-85 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPA Villa Sainte Marthe	91
* ARRÊTÉ n° 2020-87 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD «Les Mûriers» à SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT	95
* ARRÊTÉ n°2020-89 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de la Résidence Sainte Marthe	99
* ARRÊTÉ n° 2020-91 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Leopold Ollier à Chambonas	103
* ARRÊTÉ n°2020-94 Portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Patrimoine, Numérique, Mobilités	105
* ARRÊTÉ n°2020-96 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) «LE CHAN» à Annonay.	117
* ARRÊTÉ n°2020-98 Portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Solidarités	121

* ARRÊTÉ n°2020-99 Portant délégations de signature relatives à la Direction Générale des Services	137
* ARRÊTÉ n°2020-100 Portant fixation, au titre de l'année 2020, du prix de journée du Foyer Hébergement de la Croix-Rouge française	147
* ARRÊTÉ n°2020-102 Fixant la composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du Département de l'Ardèche	151
* ARRÊTÉ n° 2020-120 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Établissement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) «Au fil du Rhône» à Serriere.	155
* ARRÊTÉ n° 2020-123 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la résidence «LE ROCHER DE MIDI» à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON	159
* ARRÊTÉ n° 2020-124 Fixant la composition de la Commission d'homologation des téléservices	161
* DÉCISION n° 2020-125 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association des documentalistes des collectivités territoriales «Interdoc» pour l'année 2020	165
* DÉCISION n° 2020-127 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2020	167
* DÉCISION n° 2020-128 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association COTER CLUB pour l'année 2020	169
* DÉCISION n° 2020-129 Portant renouvellement de l'adhésion à l'association CAP DEMAT pour l'année 2020	171
* ARRÊTÉ 2020-105 portant barème de rémunération de la mission d'assistance technique à l'assainissement collectif pour les communes et établissements publics de coopération intercommunale éligibles	173
* ARRÊTÉ n°2020-76 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'USLD « LE MONTOULON» à PRIVAS	177
* ARRÊTÉ n°2020-49 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement EHPAD LE MONTOULON à PRIVAS	181
* ARRÊTÉ n°2020-75 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD «RIVOLY» à LA VOULTE SUR RHONE	183
* ARRÊTÉ n°2020-77 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'USLD «LE MONTOULON» à PRIVAS	187
* ARRÊTÉ n°2020-101 Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs afférents à l'EHPAD L'AMITIE à LE POUZIN.	191
* ARRÊTÉ n° 2020-74 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Le Chalendas à Vinezac	195
* ARRÊTÉ n° 2020-90 Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Val de Beaume à Valgorge	197
* Renforcement de l'inclusion sociale des personnes situation de handicap psychique en Auvergne-Rhône-Alpes par la création de 13 places de SAMSAH déployant des pratiques orientées vers le rétablissement et portant un volet d'accès au logement	199

* DÉCISION n°2020-84 Portant réalisation d'un contrat d'Echange de Conditions d'intérêts d'un montant de 9 500 000 € auprès de la société LA BANQUE POSTALE

201

Date de parution : 5 mars 2020

I - Arrêtés du Président

Arrêté temporaire n° 045 ADC WK 20 RD0318

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-94 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 07/02/2020 portant délégations de signature,

Vu la demande de l'entreprise GGB menuiserie en date du 31/01/2020

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise GGB menuiserie d'effectuer des travaux de réfection de toiture, la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 318 entre les PR 6+300 et PR6+600 hors agglomération de GENESTELLE

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 02/03/2020 au 30/04/2020 inclus.

- Circulation alternée commandée par sens prioritaire schéma CF22.
- La gestion manuelle sera obligatoire de 8.00 h à 18.00 h, en cas de file d'attente dépassant 50ml.
- Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationnement.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :

M. Gwenaël GUILLET BONNET Tél 06 23 63 76 86 Courriel : ggb.menuiserie@sfr.fr

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise GGB menuiserie
Le Village
07530 GENESTELLE

Fait à AUBENAS, le 17/02/2020

Pour le Président et par délégation,
Le Chef d'Unité Gestion du Domaine Public et OA

Jérôme HEMONIC

DIFFUSION :

Commune(s) de GENESTELLE

Région AURA -Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)

Le territoire Sud-ouest- SO Lalevade

Chrono

Affiché au Territoire Sud-ouest
le 17/02/2020

Géo-référence consultable à l'adresse suivante : http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

Arrêté temporaire n° 051 ADC WN 20 RD0239

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-94 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 07/02/2020 portant délégations de signature,

Vu la demande de l'entreprise FOREZIENNE en date du 04 février 2020

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise FOREZIENNE d'effectuer des travaux de terrassement sur le site éolien de Chamlonge pour le compte de la société BORALEX, avec des sorties répétitives de camions la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 239 entre les PR 16+270 et PR 16+380 hors agglomération de ASTET

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 09 mars 2020 au 13 novembre 2020 inclus.

- Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du carrefour avec l'accès au site et ce pendant toute la durée des travaux.
- Interdiction de stationner au droit du carrefour et sur une longueur de 50 m de part et d'autre.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise FOREZIENNE chargée de l'exécution des travaux selon le schéma **CF12** fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud Ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le demandeur devra maintenir la chaussée balayée aux abords de la sortie au droit de la Départementale sur demande du gestionnaire de la voie

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :

M. DUCHAMP Éric Tél 06 30 15 82 34 ou 04 75 39 31 18 fax 04 79 39 36 06 ou Courriel :

eric.duchamp@eiffage.fr ou foreziennelaurans.travauxpublics@eiffage.com

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud Ouest),
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- ou/et**
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Ardèche à Privas,
 - M. le Directeur de l'entreprise FOREZIENNE Agence Sud Chemin du Verdal 07230 CHANDOLAS

Fait à Privas, le 11 février 2020

Pour le Président et par délégation,
Le Responsable du Territoire SO adjoint


Jean-Louis VERT

DIFFUSION :

Commune(s) de Astet, Saint Etienne de Lugdarès et de Borne

Région AURA -Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)

Le territoire Sud Ouest- SO Montagne

Chrono

Affiché au Territoire Sud Ouest

Secteur opérationnel de Aubenas le 11 février 2020

Géo-référence consultable à l'adresse suivante
http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

Tx RD sans coupure hors agglo

Arrêté temporaire n° 082 ADC WK 20 RD0536

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-94 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 07/02/2020 portant délégations de signature,

Vu la demande de l'entreprise SARL MEJEAN & FILS en date du 27/02/2020

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise SARL MEJEAN& FILS d'effectuer des travaux de construction de parapets la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD536 entre les PR22+965 et PR 28+772 hors agglomération de MONTPEZAT SOUS BAUZON et LE ROUX

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 02/03/2020 au 04/04/2020 inclus.

- Circulation alternée commandée par feux tricolores schéma CF 24 ou par pilotage manuel schéma CF 23.
- La gestion manuelle sera obligatoire de 8.00 h à 18.00h, en cas de file d'attente dépassant 50 ml.
- Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :
M Rémi MEJEAN Tél 06 99 00 64 77 Courriel : mejeanburzet@sfr.fr

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

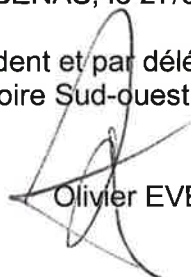
Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise SARL MEJEAN&FILS, 107 route du Ray Pic 07450 BURZET

Fait à AUBENAS, le 27/02/2020

Pour le Président et par délégation,
Le Responsable du Territoire Sud-ouest Adjoint



Olivier EVESQUE

DIFFUSION :

Commune(s) de MONTPEZAT SOUS BAUZON et de LE ROUX
Région AURA -Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)
Le territoire Sud-ouest- SO Lalevade- SO Montagne
Chrono

Affiché au Territoire Sud-ouest
le 27/02/2020

Géo-référence consultable à l'adresse suivante : http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

Arrêté temporaire n° 089 ADC WK 20 RD0578

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-94 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 07/02/2020 portant délégations de signature,

Vu la demande de l'entreprise CEGELEC en date du 28/02/2020

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise CEGELEC d'effectuer des travaux de fouille sur chaussée et accotement, la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 578 entre les PR 96 et PR 102+800 hors agglomération de LAVIOLLE et VALLEE D'ANTRAIGUES-ASPERJOC

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

du 13/03/2020 au 30/04/2020 inclus.

- Circulation alternée commandée par feux tricolores schéma CF24 ou par pilotage manuel schéma CF23.
- La gestion manuelle sera obligatoire de 8h00 à 18h00, en cas de file d'attente dépassant 50 ml.
- Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud-ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :
M Clément BRIOUDE Tél 06 37 16 78 91 Courriel : clement.brioude@cegelec.com

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud-ouest),
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- M. le Directeur de l'entreprise CEGELEC
475, rue de Chassende
43000 LE PUY EN VELAY

Fait à AUBENAS, le 02/03/2020

Pour le Président et par délégation,
Le Responsable du Territoire Sud-ouest Adjoint


Jean Louis VERT

DIFFUSION :

Commune(s) de LAVIOLLE et de VALLEE-D'ANTRAIGUES-ASPERJOC
Région AURA -Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)
Le territoire Sud-ouest- SO Lalevade
Chrono

Affiché au Territoire Sud-ouest
le 02/03/2020

Géo-référence consultable à l'adresse suivante : http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

Arrêté temporaire n° 090 ADC WN 20 RD0160

Portant réglementation de la circulation routière

Le Président,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu l'arrêté n° 2020-94 de M. le Président du Département de l'Ardèche en date du 07/02/2020 portant délégations de signature

Vu la demande de l'entreprise LEVEQUE TP en date du 03 mars 2020

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRETE :

Article 1 :

Afin de permettre à l'Entreprise LEVEQUE TP d'effectuer des travaux de reprise d'aqueduc et affaissement de talus la circulation sera temporairement réglementée dans les conditions ci-après définies sur la :

RD 160 entre les PR 1+750 et PR 1+850 et entre les PR 2+400 et PR 2+510 hors agglomération de LE ROUX

Article 2 :

La circulation des véhicules de toutes natures sera réglementée comme suit :

Du 04 mars 2020 au 30 avril 2020 inclus.

- Circulation alternée commandée par feux tricolores ou par pilotage manuel.
- La gestion manuelle sera obligatoire de 8 h à 17 h, en cas de file d'attente dépassant 50m.
- Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du chantier pendant toute la durée des travaux.

Article 3 :

La signalisation réglementaire sera mise en place et maintenue en permanence en bon état par les soins et à la charge de l'Entreprise chargée de l'exécution des travaux selon le schéma CF23 ou CF24 fourni par les services du Département de l'Ardèche – Territoire Sud Ouest et joint au présent arrêté.

Cette signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle du 6 novembre 1992 et retirée à la fin des travaux.

Le demandeur devra pouvoir assurer pendant toutes les périodes d'utilisation une intervention immédiate en cas de panne ou de détérioration du matériel de signalisation du chantier, de jour comme de nuit, en semaine, week-end et jour férié.

Le nom, le numéro de téléphone et le courriel de la personne chargée de ces interventions sont :

M. Gilbert LEVEQUE Tél 06 82 69 05 84 Courriel : gilbert.leveque0501@orange.fr

Article 4 :

Les dispositions de l'article 1 et 2 du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux sur le site www.telerecours.fr ou devant le Président du Conseil départemental de l'Ardèche et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 :

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le Président (DRM/Territoire Sud Ouest),
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Ardèche à Privas,
- ou/et**
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Ardèche à Privas,
 - M. le Directeur de l'entreprise LEVEQUE TP Le Village 07450 LES SANES ET GOUDOULET

Fait à Aubenas, le 03 mars 2020

Pour le Président et par délégation,
Le Responsable du Territoire Sud-Ouest Adjoint.


Jean Louis VERT

DIFFUSION :

Commune(s) de Le Roux, Mazan et de Saint Cirgues en Montagne
Région AURA -Service Transports 07 (transports07@auvergnerhonealpes.fr)
Le territoire Sud Ouest- SO Montagne
Chrono

Affiché au Territoire Sud Ouest
Secteur opérationnel de Aubenas le 03 mars 2020

Géo-référence consultable à l'adresse suivante
http://geo.geoardeche.fr/portail_routes/index.html

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-47

Portant fixation, au titre de l'année 2020, du prix de journée du Foyer Appartement de la Croix-Rouge française.

LE PRESIDENT,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3eme, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 à 314-204

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

VU l'activité prévisionnelle du Foyer Appartement de la Croix-Rouge Française arrêté à 2 796 journées,

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice 2020, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer Appartement de la Croix Rouge française sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 301 €	139 744 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	119 261 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 182 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Recettes	Groupe I Produit de la tarification hébergement	139 744 €	139 744 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		

ARTICLE 2 :

Le prix de journée applicable aux adultes handicapés hébergés dans le Foyer Appartement de BEAUCHASTEL est fixé comme il suit :

Le prix de journée applicable pour l'année 2020 est fixé à : 49.98 €

	Tarif proratisé applicable du 01/02/2020 au 31 décembre 2020	Tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2021, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier Foyer Appartement	49.98 €	49,98 €

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai de un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 :

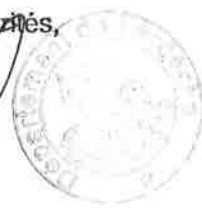
La Directrice Générale Adjointe Solidarités, la Directrice du Foyer Appartement de la Croix-Rouge française sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 31/01/2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 18/02/2020
Notifié le 20/02/2020
Identifiant de télétransmission : 174365



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-88

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) du CHI de ROCHER-LARGENTIERE

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7468 et Conseil Départemental n° 2017-132 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « HLI LARGENTIERE DE ROCHER LARGENTIERE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » situé à LARGENTIERE ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 53290 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » à LARGENTIERE est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} mars 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	48,89 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Chambre double	45,45 €
"Tarif journalier Hébergement Accueil de Jour	16,25 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	66,90 €*

*dont part hébergement 47,69 € et part dépendance 19,21 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » à LARGENTIERE sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	2 536 504,84 €
Reprise de déficit	0,00 €
TOTAL CHARGES autorisées	2 536 504,84 €
TOTAL PRODUITS	2 536 504,84 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	2 524 808,73 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » à LARGENTIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

18 FEV. 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le

18 FEV. 2020

Notifié le *19/02/2020*

Identifiant de télétransmission : *174903*

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-106

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Léon Rouveyrol" à Aubenas.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7444 et Conseil Départemental n° 2017-160 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CENTRE HOSPITALIER ARDECHE MERIDIONALE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD LEON ROUYEYROL » situé à AUBENAS;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 78 191 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « EHPAD LEON ROUYEYROL » à AUBENAS est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} mars 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	55,87 €
"Tarif journalier Hébergement Accueil de Jour	16,26 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	77,79 €*

*dont part hébergement 58,97 € et part dépendance 18,82 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « EHPAD LEON ROUYEYROL » à AUBENAS sont autorisées comme suit :

TOTAL CHARGES autorisées	4 621 828,35 €
TOTAL PRODUITS	4 621 828,35 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	4 401 645,35 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5: Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD LEON ROUVEYROL » à AUBENAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

18 FEV. 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **18 FEV. 2020**
Notifié le *19/02/2020*
Identifiant de télétransmission : *175211*



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-107

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD du CHI de ROCHER-LARGENTIERE

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU l'arrêté n°2019-295 portant fixation, au titre de l'année 2020, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7468 Conseil Départemental n° 2017-132 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à HLI LARGENTIERE DE ROCHER LARGENTIERE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » situé à LARGENTIERE ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 781 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 52 111 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2020, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD « EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » à LARGENTIERE est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	1 265 382,19 €
Dont reprise de résultats antérieurs	

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD « EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » à LARGENTIERE sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 01/03/2020
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	27,53 €
	GIR 3 et 4	17,47 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	7,42€

ARTICLE 3 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'accueil de jour de l'« EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » à LARGENTIERE sont fixés comme suit :

	Tarifs à compter du 01/03/2020
GIR 1 et 2	16.95 €
GIR 3 et 4	16.95 €

ARTICLE 4 : A compter du 1^{er} janvier 2020, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	675 819,48 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	56 318,29 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>649 855,44 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>25 964,04 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé

ARTICLE 5 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités et Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD HLI DE ROCHER LARGENTIERE » à LARGENTIERE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

18 FEV. 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **18 FEV. 2020**
Notifié le *19/02/2020*
Identifiant de télétransmission : *175261*



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-108

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPAD "LEON ROUYEYROL" à AUBENAS.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU l'arrêté n°2019-295 portant fixation, au titre de l'année 2020, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7444 Conseil Départemental n° 2017-160 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CENTRE HOSPITALIER ARDECHE MERIDIONALE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD LEON ROUYEYROL » situé à AUBENAS ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 759 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 77 309 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2020, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD « EHPAD LEON ROUYEYROL » à AUBENAS est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	1 528 411,87 €
----------------------------------	-----------------------

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD « EHPAD LEON ROUYEYROL » à AUBENAS sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 01/03/2020
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,63 €
	GIR 3 et 4	14,36 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,10 €

ARTICLE 3 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'accueil de jour de l'« EHPAD LEON ROUYEYROL » à AUBENAS sont fixés comme suit :

	Tarifs à compter du 01/03/2020
GIR 1 et 2	16.97 €
GIR 3 et 4	16.97 €

ARTICLE 4 : A compter du 1^{er} janvier 2020, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	979 481,04 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	81 623,42 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>961 334,76 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>18 146,28 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé

ARTICLE 5 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités et Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD LEON ROUYEYROL » à AUBENAS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

18 FEV. 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le

Notifié le *19/02/2020*

Identifiant de télétransmission : *145263*

18 FEV. 2020



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie Laure Grillet
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-112

**Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à la dépendance
et du forfait global dépendance
EHPAD "Le Bosc" situé à Vals-les-Bains**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU l'arrêté n°2019-295 portant fixation, au titre de l'année 2020, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-1328 Conseil Départemental n° 2016-1 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à CENTRE HOSPITALIER ARDECHE MERIDIONALE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD LE BOSCO » situé à VALS-LES-BAINS ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 583 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 34 257 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2020, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD « EHPAD LE BOSCH » à VALS-LES-BAINS est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	597 765,12 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD « EHPAD LE BOSCH » à VALS-LES-BAINS sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 01/03/2020
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	22,42 €
	GIR 3 et 4	14,22 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	6,03 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2020, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	346 032,48 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	28 836,04 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>334 027,68 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>12 004,80 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter

de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités et Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD LE BOSC » à VALS-LES-BAINS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

18 FEV. 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le

18 FEV. 2020

Notifié le *20/02/2020*

Identifiant de télétransmission : *175374*



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-113

**Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement
de l'EHPAD Le Bosc à Vals Les Bains**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-1328 et Conseil Départemental n° 2016-1 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CENTRE HOSPITALIER ARDECHE MERIDIONALE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD LE BOSC » situé à VALS-LES-BAINS;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 35 151 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « EHPAD LE BOSC » à VALS-LES-BAINS est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} mars 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	51,48 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Cantou	48,86 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	67,10 €*

*dont part hébergement 51,26 € et part dépendance 15,84 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « EHPAD LE BOSC » à VALS-LES-BAINS sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	1 824 014,47 €
Reprise de déficit	0,00 €
TOTAL CHARGES autorisées	1 824 014,47 €
TOTAL PRODUITS	1 824 014,47 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	1 776 866,89 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD LE BOSC » à VALS-LES-BAINS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le

18 FEV. 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le

18 FEV. 2020

Notifié le 20/02/2020

Identifiant de télétransmission : 175388

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-114

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'EHPAD "La Chalambelle" à Burzet

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU l'arrêté n°2019-295 portant fixation, au titre de l'année 2020, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7441 Conseil Départemental n° 2017-155 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à EHPAD CHALAMBELLE pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD CHALAMBELLE » situé à BURZET ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 723 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 18 863 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2020, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD « EHPAD CHALAMBELLE » à BURZET est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	295 764,11 €
Dont reprise de résultats antérieurs	0

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD « EHPAD CHALAMBELLE » à BURZET sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 01/03/2020
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	19,42 €
	GIR 3 et 4	12,33 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	5,23 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2020, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	165 095,76 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	13 757,98 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>149 712,78 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>15 382,98 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter

de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités et Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD CHALAMBELLE » à BURZET, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 13 février 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le **18 FEV. 2020**
Notifié le *19/02/2020*
Identifiant de télétransmission : *175395*

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-115

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD "La Chalambelle" à Burzet

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7441 et Conseil Départemental n° 2017-155 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « EHPAD CHALAMBELLE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD CHALAMBELLE » situé à BURZET ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 19 171 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « EHPAD CHALAMBELLE » à BURZET est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} mars 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	56,80 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Cantou	57,80 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	71,48 €*

*dont part hébergement 56,91 € et part dépendance 14,57 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « EHPAD CHALAMBELLE » à BURZET sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	1 187 636,56 €
Reprise de déficit	0,00 €
TOTAL CHARGES autorisées	1 187 636,56 €
TOTAL PRODUITS	1 187 636,56 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	1 092 214,47 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD CHALAMBELLE » à BURZET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 13 février 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **18 FEV. 2020**
Notifié le *18/02/2020*
Identifiant de télétransmission : *175358*



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-123

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la résidence "LE ROCHER DE MIDI" à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU l'arrêté en date du 19 mai 2009 portant autorisation de création d'un logement-foyer délivrée au « CCAS DE MONTPEZAT-SOUS-BAUZON » pour le fonctionnement de la « RESIDENCE LE ROCHER DE MIDI » située à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités, Education, Jeunesse;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents âgés de 60 ans et plus de la « RÉSIDENCE LE ROCHER DE MIDI » à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} mars 2020
Tarif journalier hébergement permanent - Chambre simple	30.72 €
Tarif journalier hébergement permanent - Chambre double	23.21 €

ARTICLE 2 : Les tarifs restauration, applicables aux résidents de la « RÉSIDENCE LE ROCHER DE MIDI » à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON sont fixés, à compter du 1^{er} mars 2020 :

Repas	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} mars 2020
Petit déjeuner	1.50 €
Déjeuner	4.50 €
Goûter	1.00 €
Souper	4.00 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Education, Jeunesse, le PRESIDENT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MONTPEZAT-SOUS-BAUZON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **24 FEV. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 24/02/2020
Notifié le **26 FEV. 2020**
Identifiant de télétransmission : 175561

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-2

Portant désignation des chefs d'établissements départementaux dans le cadre de la réglementation contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et dans le cadre de la réglementation concernant le risque d'incendie et d'explosion et l'évacuation dans les établissements recevant des travailleurs (ERT)

LE PRESIDENT,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 108-1 ;

VU le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, et notamment son article 2-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L. 123-1, R. 123-2 et R. 123-3 ;

VU la quatrième partie du code du travail et notamment son article L. 4221-1 ;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;

VU le règlement intérieur de santé et de sécurité du Département de l'Ardèche du mois de juin 2019 ;

VU l'arrêté n°2019-283 portant désignation des chefs d'établissements départementaux du 5 septembre 2019 ;

Sur proposition de M. le Directeur général des services départementaux ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés chefs d'établissements et chefs d'établissement adjoints des établissements, propriétés du Conseil Départemental de l'Ardèche :

Etablissements concernés	Fonctions	NOM-Prénom	Désignations
NORD			
Maison du Département Annonay	Responsable de Territoire Nord DRM	Emilie DE MIN	Chef d'établissement
	Directrice du Territoire d'Action Sociale	RAZE Catherine	Chef d'établissement
	Responsable de Territoire adjoint	FANIA Lionel	Chef d'établissement adjoint
	Responsable de Territoire adjoint	BADET Christine	Chef d'établissement adjoint
	Chef de service Autonomie	IQUEL Elisabeth	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Annonay : site Annonay	Responsable Entretien Exploitation des Routes (REER)	BLACHIER David	Chef d'établissement
	REER adjoint	ALBERTI Éric	Chef d'établissement adjoint
	REER adjoint	En cours de recrutement	Chef d'établissement adjoint
Atelier DIAM - Tournon	Chef de Service Garage et Ateliers Mécaniques (SGAM)	FERRUT Cédric	Chef d'établissement
	Chef d'équipe atelier	DUFAUT René	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Tournon : sites Tournon, Satillieu et Saint-Félicien	REER	DE BATTISTI François	Chef d'établissement
	REER adjoint	BERNARD Denis	Chef d'établissement adjoint
	REER adjoint	PILI Joris	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Saint-Agrève : sites Saint-Agrève et Lamastre	REER	ALLIX Raphaël	Chef d'établissement
	REER adjoint	CHATAIN Laurent	Chef d'établissement adjoint
	REER adjoint	GARDE Romain	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Le Cheylard : sites Le Cheylard, Saint-Martin de	REER	GRAS Jean René	Chef d'établissement
	REER adjoint	TEYSSIER Nicolas	Chef d'établissement adjoint

Valamas et Borée	REER adjoint	En cours de recrutement	Chef d'établissement adjoint
Bibliothèque Départementale de Prêt (BDP) annexe Vemosc-les-Annonay	Responsable du Territoire Nord	KURTZ Pauline	Chef d'établissement
	Agent de bibliothèque	VALENTIN Robert	Chef d'établissement adjoint

CENTRE			
Territoire d'Action Sociale Centre : siège, Centre Médico-Social (CMS) Guilhaud-Granges et Vernoux-en-Vivarais	Directeur du Territoire d'Action Sociale	VIALLE Clarisse	Chef d'établissement
	Chef de Service Insertion	GAILLARD Sylvie	Chef d'établissement adjoint
PRIVAS			
Hôtel du Département et Villa la Petite Chaumette	Directeur général des services	JIMENEZ Antonin	Chef d'établissement
	Directeur général adjoint Patrimoine, Numérique, Mobilités (PNM)	AUBERT Philippe	Chef d'établissement adjoint
	Directrice générale adjointe Citoyenneté et Transition des Territoires	BRET Emilie	Chef d'établissement adjoint
Pôle Astier Froment (haut)	Directeur général adjoint PNM	AUBERT Philippe	Chef d'établissement
	Directeur des routes	BACCONNIER Yann	Chef d'établissement adjoint
	Directeur Education, Jeunesse, Vie Associative	BERNE Catherine	Chef d'établissement adjoint
Pôle Astier-Froment (bas)	Directrice générale adjointe Solidarités	MALATIER Géraldine	Chef d'établissement
	Directeur de l'autonomie, des personnes âgées et des personnes handicapées	DUCROUX Marc-François	Chef d'établissement adjoint
	Directeur de l'enfance de la santé et de la famille	VOLLE Marc	Chef d'établissement adjoint
Domaine de Bésignoles	Directeur de l'immobilier des achats et des moyens	CHATEAU Didier	Chef d'établissement
	Directeur adjoint de l'immobilier, des achats et des moyens	CHAMPANHET Michel	Chef d'établissement adjoint
Atelier DIAM - Pôle des Mines	Directeur de l'immobilier des achats et des moyens	CHATEAU Didier	Chef d'établissement
	Directeur adjoint de l'immobilier, des achats et des moyens	CHAMPANHET Michel	Chef d'établissement adjoint
Archives départementales	Directrice des Archives Départementales	PORTE Corinne	Chef d'établissement
	Directeur adjoint	STEVENIN François	Chef d'établissement adjoint

Foyer départemental de l'enfance	Directeur du Foyer de l'Enfance (FDE)	DEDIDIER Sylvain	Chef d'établissement
	Chef du service éducatif	LANG Michel	Chef d'établissement adjoint
Foyer départemental – villa adolescents	Directeur FDE	DEDIDIER Sylvain	Chef d'établissement
	Chef du service éducatif	SEVILLA Éric	Chef d'établissement adjoint
CMS Privas	Directrice du Territoire d'Action Sociale	CAMPESE Anne-Claire	Chef d'établissement
	Chef de service santé et famille	MOURI Tatiana	Chef d'établissement adjoint
Bibliothèque Départementale Veyras	Directrice adjointe – Responsable BD	SACHDEVA VALIN Sylvie	Chef d'établissement
	Agent de maintenance	ROBERT Éric	Chef d'établissement adjoint
SUD-OUEST			
Territoire sud-ouest : siège Aubenas	Responsable de Territoire	DEBOS Bernard	Chef d'établissement
	Responsable de Territoire adjoint	EVESQUE Olivier	Chef d'établissement adjoint
	Responsable de Territoire adjoint	VERT Jean-Louis	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Lalevade : sites , Mezilhac St-Eulalie/Béage	REER	MOREL René	Chef d'établissement
	REER adjoint	SARRASIN Sébastien	Chef d'établissement adjoint
	REER adjoint	PHILIPPOT Jean-François	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Montagne : sites St-Etienne de L., St-Cirgues en Montagne, Coucouron	REER	ROLLAND Raphael	Chef d'établissement
	REER adjoint	CHAZE Jean-Louis	Chef d'établissement adjoint
	REER adjoint	En cours de recrutement	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Montréal-Largentièrè : site Montréal, site d'Aubenas	REER	CHABANIS Dominique	Chef d'établissement
	REER adjoint	TOMASINO Lionel	Chefs d'établissement adjoint
	REER adjoint	SLUPCZEWSKI Franck	Chef d'établissement adjoint
Forestiers-Sapeurs – site Les Vans	Chef de l'unité des forestiers-sapeurs	ROCHE Christophe	Chef d'établissement
	Chef adjoint de l'unité des forestiers-sapeurs	MANEVAL Nicolas	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Les Vans	REER	LABALME Frédéric	Chef d'établissement
	REER adjoint	PICHOT Frédéric	Chef d'établissement adjoint

	REER adjoint	BASTIDE Didier	Chef d'établissement adjoint
Atelier DIAM – Lalevade	Chef de service SGAM	FERRUT Cédric	Chef d'établissement
	Chef d'équipe atelier	MAZE Jérôme	Chef d'établissement adjoint
Forestiers-sapeurs – site Lalevade	Chef de l'unité des forestiers sapeurs	ROCHE Christophe	Chef d'établissement
	Chef adjoint de l'unité des forestiers-sapeurs	MANEVAL Nicolas	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Lalevade	REER	MOREL René	Chef d'établissement
CMS les Vans et Vals-les-Bains	Directrice du Territoire d'Action Sociale	GOURDON Ginette	Chef d'établissement
	Chef du Service Prévention	MUNCHIANDO Sylviane	Chef d'établissement adjoint
	Chef du Service Santé Famille	COMMARMOT Véronique	Chef d'établissement adjoint
Base départementale de Salavas	Coordinateur base	DAMIENS Bruno	Chef d'établissement
	Intendant	BAUDE Thierry	Chef d'établissement adjoint
SUD-EST			
Territoire sud-est : siège le Teil	Responsable de Territoire	TORRES Lionel	Chef d'établissement
	Responsable de Territoire adjoint	NAUDY Antoine	Chef d'établissement adjoint
	Responsable de Territoire adjoint	TOUREL Bernard	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Privas : sites Privas, St Sauveur de Montagut, St Pierreville	REER	FRELET Serge	Chef d'établissement
	REER adjoint	VIALLE Mickaël	Chef d'établissement adjoint
	RERR adjoint	VERNET Frédéric	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Saint Péray : sites Saint Péray, Vernoux	REER	VALLEE Daniel	Chef d'établissement
	REER adjoint	CHAMP Patrick	Chef d'établissement adjoint
	REER adjoint	FAY Lucas	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel le Teil : sites le Teil et Villeneuve-de-Berg	REER	En cours de recrutement	Chef d'établissement
	REER adjoint	MARNAS Joël	Chef d'établissement adjoint
	REER adjoint	En cours de recrutement	Chef d'établissement adjoint
Secteur opérationnel Bourg Saint-Andéol : sites Bourg Saint-Andéol et Vallon Pont	REER	BAUR Francis	Chef d'établissement
	REER adjoint	HELMER Jean-Frédéric	Chef d'établissement adjoint

d'Arc	REER adjoint	UGUEN Philippe	Chef d'établissement adjoint
-------	--------------	----------------	---------------------------------

MuséAl Alba-la-Romaine	Chef de service projet archéologie départementale Muséal	GERAUD STEWART Claire	Chef d'établissement
	Agent de musée	MYLLE Emmanuel	Chef d'établissement adjoint
	Agent de musée	DUROVRAY Natacha	Chef d'établissement adjoint
Site La Boissine	Chargé de mission	CRUMIERE André Claude	Chef d'établissement
	Chargée de mission	PAYRASTRE Hélène	Chef d'établissement adjoint
	Chargée de mission	CLARET Marie	Chef d'établissement adjoint

Article 2 : Les responsabilités et les missions du chef d'établissement sont les suivantes :

Le chef d'établissement organise la sécurité au sein des établissements placés sous sa responsabilité et veille à la compatibilité du fonctionnement de ces établissements avec les règles de sécurité incendie.

Il est chargé, en tant qu'exploitant de ces établissements, de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité et de celle des éventuels usagers accueillis au sein des services. Il prend les mesures nécessaires et adaptées pour assurer cette protection, conformément à la réglementation en vigueur.

Le chef d'établissement a notamment pour mission de :

- organiser l'information relative à la sécurité incendie dans l'établissement,
- veiller à être présent ou représenté pendant les heures d'ouverture de l'établissement au public,
- respecter les effectifs maximum admissibles simultanément dans l'établissement,
- utiliser et faire utiliser les locaux aux mêmes fins que celles pour lesquelles ils ont été aménagés,
- vérifier la disponibilité de l'ensemble des escaliers, circulations et issues de secours,
- contrôler, avec le concours de la DIAM, le bon usage, le bon entretien et la maintenance des moyens de secours (éclairage de sécurité, alarme incendie, extincteurs, ...),
- s'assurer des affichages réglementaires (plan d'évacuation, consignes sécurité incendie),
- désigner des personnels de première intervention (PPI) au sein du personnel de l'établissement,
- organiser régulièrement des exercices d'évacuation des locaux et en rendre compte,
- assister à la visite des locaux ou se faire représenter par une personne qualifiée lors du passage de la commission de sécurité, des organismes de contrôle, des agents de la Direction des Ressources Humaines et/ou de la DIAM...,
- tenir à jour et disponible le registre unique de sécurité (RUS),
- assurer la mise en sécurité des personnels et des usagers en cas de sinistre.

Article 3 : Le chef d'établissement adjoint supplée le chef d'établissement en cas d'absence. Le chef d'établissement peut lui confier tout ou partie des tâches d'organisation de la sécurité incendie en fonction notamment de son niveau d'autorité, de moyen et de compétence.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON cedex 3, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 5 : L'arrêté n° 2019-283 du 05 septembre 2019 est abrogé.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Article 7 : Le Directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

10 FEV. 2020

Fait à Privas le

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



1 0 FEV. 2020

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

1 0 FEV. 2020

Identifiant de télétransmission : **n° 175081**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-21

**Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD
Marcel Coulet à Guilhaud Granges**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7476 et Conseil Départemental n° 2017-111 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CCAS DE GUILHAUD GRANGES » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « RESIDENCE MARCEL COULET » situé à GUILHAUD-GRANGES;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 28992 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et la « RESIDENCE MARCEL COULET » pour la période 2018-2022 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « RESIDENCE MARCEL COULET » à GUILHERAND-GRANGES est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	54,30 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	68,22 €*

*dont part hébergement 54,30 € et part dépendance 13,92 €

ARTICLE 2 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 3 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 5 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE MARCEL COULET » à GUILHERAND-GRANGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 DEC. 2019**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **31 JAN. 2020**
Notifié le **05 FEV. 2020**
Identifiant de télétransmission : **174226**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-27

**Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de
l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD)
"Roche de France" à Tournon sur Rhône**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7451 et Conseil Départemental n° 2017-141 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « MUTUALITE FRANCAISE DROME ARDECHE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD ROCHE DE France » situé à TOURNON;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 31260 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et la Mutualité Française Ardèche Drôme gestionnaire de l'« EHPAD ROCHE DE France » à Tournon sur Rhône pour la période 2015-2020 et son avenant n° 1 en date du 31 décembre 2017 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « ROCHE DE FRANCE » à TOURNON est fixé ainsi qu'il suit :

		Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2020
EHPAD Hébergement permanent + de 60 ans	F1 bis 1 personne	48,23 €
	F1bis 2 personnes	41,95 €
	Hébergement temporaire	50,93 €
Hébergement Permanent pour les résidents de moins de 60 ans		63,14 €*

*dont part hébergement 47,05 € et part dépendance 16,09 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les produits de la tarification de l'EHPAD « ROCHE DE FRANCE » à TOURNON s'élèvent à **1 498 516,98 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5: Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « ROCHE DE FRANCE » à TOURNON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 31/12/2019

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités




Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 3/02/2020
Notifié le 4/02/2020
Identifiant de télétransmission : 174750

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-32

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "Lancelot" à Privas.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7488 et Conseil Départemental n° 2017-120 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « MUTUALITE FRANCAISE DROME ARDECHE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD LANCELOT » situé à PRIVAS;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 33 917 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et la Mutualité Française Ardèche Drôme gestionnaire de l'« EHPAD LANCELOT » à Privas pour la période 2015-2020 et son avenant n° 1 en date du 31 décembre 2017 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « LANCELOT » à PRIVAS est fixé ainsi qu'il suit :

		Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2020
EHPAD Hébergement permanent + de 60 ans	T1 1 personne	46,22 €
	T1bis 1 personne	50,75 €
	T1bis 2 personnes	40,25 €
	Hébergement temporaire	52,66 €
Hébergement Accueil de Jour		16,24 €
Hébergement Permanent pour les résidents de moins de 60 ans		65,39 €*

*dont part hébergement 49,37 € et part dépendance 16,02 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les produits de la tarification de l'EHPAD « LANCELOT » à PRIVAS s'élèvent à **1 642 368,73 €**.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « LANCELOT » à PRIVAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 31/12/2019



P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 3/02/2020
Notifié le 5/02/2020
Identifiant de télétransmission : 174749

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-45

Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD du Centre Hospitalier de Moze à Saint Agrève

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7460 et Conseil Départemental n° 2017-95 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « ASSOCIATION DE MOZE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD DE MOZE » situé à SAINT-AGREVE ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 27 720 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'« EHPAD DE MOZE » à SAINT-AGREVE est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	50,10 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	66,49 €*

*dont part hébergement 50,10 € et part dépendance 16,39 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'« EHPAD DE MOZE » à SAINT-AGREVE sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	1 455 896,00 €
Reprise de déficit	0,00 €
TOTAL CHARGES autorisées	1 455 896,00 €
TOTAL PRODUITS	1 455 896,00 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	1 388 772,00 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

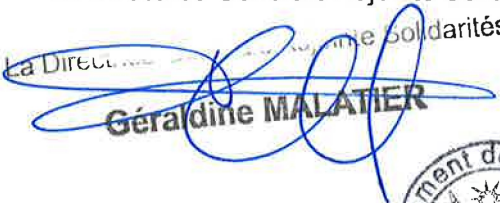
ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'« EHPAD DE MOZE » à SAINT-AGREVE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 DEC. 2019**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **31 JAN. 2020**
Notifié le **03 FEV. 2020**
Identifiant de télétransmission : **174341**



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-67

**Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Le
Pré de Champ Long à Vesseaux**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2012-449 et Conseil Départemental en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CCAS DE VESSEaux » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « RESIDENCE LE PRE DE CHAMP LONG » situé à VESSEaux;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 17 885 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

CONSIDERANT le contrat de retour à l'équilibre en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « RESIDENCE LE PRE DE CHAMP LONG » à VESSEaux est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	55,78 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Cantou	59,13 €
"Tarif journalier Hébergement Accueil temporaire	65,10 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	76,92 €*

*dont part hébergement 58,00 € et part dépendance 18,92 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « RESIDENCE LE PRE DE CHAMP LONG » à VESSEaux sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	1 506 848,38 €
Reprise de déficit	0,00 €
TOTAL CHARGES autorisées	1 506 848,38 €
TOTAL PRODUITS	1 506 848,38 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	1 051 109,38 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE LE PRE DE CHAMP LONG » à VESSEaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 DEC. 2019**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités




Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **31 JAN. 2020**
Notifié le **05 FEV. 2020**
Identifiant de télétransmission : **174586**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Finances, Appui et Conseil
Gestion Comptable, Dette et Trésorerie

Véronique CLARET
BP 737
07000 PRIVAS
Tel : 04 75 66 71 58
Courriel : vclaret@ardeche.fr

DÉCISION n°2020-69

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association AFIGESE pour l'année 2020

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2 ;

Vu la délibération du Conseil Départemental n° 0.30.1 du 20 juin 2005 autorisant l'adhésion à l'association AFIGESE ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental, notamment son paragraphe 7 ;

Considérant que l'association finances – gestion – évaluation des collectivités territoriales (AFIGESE) a pour objet, aux termes de ses statuts, le respect et la promotion des valeurs suivantes : la libre administration des collectivités territoriales ; le service public dans ce qu'il met le citoyen au cœur de sa problématique ; le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures entre les domaines des finances, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques ;

Considérant que les réalisations de cette association (publications, formations, groupes de travail, assises annuelles, etc.) permettent la diffusion d'un savoir professionnel dans les trois domaines précités, touchant l'ensemble des collectivités territoriales et favorisant une meilleure gestion des administrations publiques ;

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental ;

DECIDE

Article 1^{er} : Le Département renouvelle son adhésion à l'association finances – gestion – évaluation des collectivités territoriales (AFIGESE) pour l'année 2020.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon – Palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur général des services départementaux est chargé de la mise en œuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 22 janvier 2020

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 21.02.2020 AR 174608
Affiché en l'Hôtel du département le 21.02.2020

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-78

Portant continuité des services des Directions Territoriales d'Action Sociale

LE PRESIDENT,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

VU la délibération du Conseil Départemental n°6.3.1 du 9 juillet 2018 approuvant les règlements du temps de travail ;

VU l'arrêté n°2019-294 du 1^{er} octobre 2019 ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les horaires d'ouverture des directions territoriales d'action sociale (Nord, Centre, Sud-Est et Sud-Ouest) sont fixés de 8h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00.

Article 2 : Les horaires d'accueil du public sont fixés de 8h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00.

Direction Territoriale d'Action Sociale Centre :

Article 3 : Sur la période d'ouverture de la direction territoriale, le nombre d'agents minimum sur les plages variables est fixé comme il suit :

- Service insertion : 1 secrétaire ou animateur local d'insertion (ALI),
- Service autonomie : 1 secrétaire,
- Service enfance et service santé famille : 1 secrétaire,
- Service Prévention : 1 secrétaire ou 1 cadre,
- Centre médico-social : 2 dont 1 secrétaire.

Les plages concernées par ce dispositif sont les suivantes :

- 8h30 à 9h00,
- 11h30 à 12h00,
- 13h30 à 14h00,
- 16h00 à 17h00.

Article 4 : Le seuil minimum de présence quotidienne au sein de la direction territoriale comprend les apprentis et les télétravailleurs sous réserve de la nature des missions exercées. Il est fixé comme il suit :

Pour le seuil de fonctionnement :

- Cadres : 2,
- Direction territoriale d'action sociale :
 - Secrétaire : 1,
 - Service prévention : 0,
 - Service autonomie : 2 (PA et PH),
 - Service enfance et service santé famille : 1,
 - Service insertion : 1.
- Sur le territoire :
 - Service enfance : 2 travailleurs sociaux,
 - Service autonomie : 2 travailleurs médico-sociaux,
 - Service santé famille, puéricultrice et infirmière :
 - 1 en secteur montagne,
 - 1 en secteur vallée,
 - Sage-femme : 1.
- Par centre médico-social :
 - Service prévention et service insertion :
 - 2 travailleurs sociaux par site,
 - Hormis le centre médico-social du Cheylard : 1,

- Secrétaire : 1 par centre médico-social.

Direction Territoriale d'Action Sociale Nord :

Article 5 : Sur la période d'ouverture de la direction territoriale, le nombre d'agents minimum requis sur les plages variables est fixé comme il suit :

- Cadre : 1,
- Secrétaire de dispositif par site Tournon/Annonay :
 - Accueil : 1,
 - Service enfance : 1,
 - Service autonomie : 1,
 - Service insertion : 1,
 - Service protection maternelle infantile : 1,
 - Polyvalence : 0.
- Travailleurs médico-sociaux par site :
 - Service enfance : 1,
 - Service autonomie : 1,
 - Service insertion : 1,
 - Service protection maternelle infantile :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay,
 - Polyvalence :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay.

Les plages concernées par ce dispositif sont les suivantes :

- 8h30 à 9h00,
- 11h30 à 12h00,
- 13h30 à 14h00,
- 16h00 à 17h00.

Article 6 : Le seuil minimum de présence quotidienne au sein de la direction territoriale comprend les apprentis et les télétravailleurs sous réserve de la nature des missions exercées. Il est fixé comme il suit :

Pour le seuil de fonctionnement :

- Cadres : 2,
- Secrétaire de dispositif par site Tournon/Annonay :
 - Accueil : 2,
 - Service enfance : 1,
 - Service autonomie : 2,
 - Service insertion : 1,
 - Logement : 1 à Annonay,
 - Service protection maternelle infantile : 0.
- Travailleurs médico-social par site :
 - Service enfance :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay,
 - Service autonomie :

- 1 à Tournon,
- 2 à Annonay,
- Service insertion :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay,
- Service protection maternelle et infantile :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay,
- Polyvalence :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay,
- Psychologue : 1.

Pour le seuil dégradé : ponts non obligatoires ou période d'une durée maximale de 1 à 2 jours :

- Cadres : 2,
- Secrétaire de dispositif par site Tournon/Annonay :
 - Accueil : 1,
 - Service enfance : 1,
 - Service autonomie : 1,
 - Service insertion : 1 à Annonay,
 - Logement : 0,
 - Service protection maternelle infantile : 0.
- Travailleurs médico-social par site :
 - Service enfance :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay,
 - Service autonomie :
 - 1 travailleur social,
 - 1 infirmière,
 - Service insertion :
 - 1 à Tournon,
 - 1 à Annonay,
 - Service protection maternelle et infantile :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay,
 - Polyvalence :
 - 1 à Tournon,
 - 2 à Annonay,
 - Psychologue : 0.

Direction Territoriale d'Action Sociale Sud-Est :

Article 7 : Sur la période d'ouverture de la direction territoriale, le nombre d'agents minimum requis sur les plages variables est fixé comme il suit :

- Par pôle :
 - Service protection maternelle et infantile : 2,
 - Service Enfance :
 - 2 au Teil,
 - 1 à Privas,
 - 1 à Bourg Saint Andéol,
 - Service polyvalence et service insertion :
 - 3 au Teil et à Villeneuve de Berg,

- 1 à Bourg Saint Andéol,
 - 1 sur Privas,
- Secrétariat :
 - 2 au Teil et à Villeneuve de Berg,
 - 1 à Bourg Saint Andéol,
 - 1 à Privas,
- Siège :
 - Service insertion et logement : 2,
 - Service protection maternelle infantile et service enfance : 1,
 - Service autonomie pour le secrétariat et secrétariat de direction : 2,
 - Equipe médico-sociale autonomie : 1,
 - Equipe de direction : 2.

Les plages concernées par ce dispositif sont les suivantes :

- 8h30 à 9h00,
- 11h30 à 12h00,
- 13h30 à 14h00,
- 16h00 à 17h00.

Article 8 : Le seuil minimum de présence quotidienne au sein de la direction territoriale comprend les apprentis et les télétravailleurs sous réserve de la nature des missions exercées. Il est fixé comme il suit :

Pour le seuil de fonctionnement :

- Par pôle :
 - Service protection maternelle et infantile :
 - 1 à Bourg Saint Andéol,
 - 2 au Teil
 - 2 à Villeneuve de Berg,
 - 1 à Privas et au Pouzin,
 - Service enfance :
 - 2 au Teil,
 - 1 à Privas,
 - 1 à Bourg Saint Andéol,
 - Service polyvalence et service insertion :
 - 3 au Teil et Villeneuve de Berg,
 - 1 à Bourg Saint Andéol,
 - 2 à Privas,
 - Secrétariat de pôle :
 - 2 au Teil et Villeneuve de Berg,
 - 1 à Bourg Saint Andéol,
 - 1 à Privas,
- Siège :
 - Service insertion et logement : 2,
 - Service protection maternelle infantile et service enfance : 1,
 - Service autonomie pour le secrétariat et secrétariat de direction : 2,
 - Equipe médico-sociale autonomie : 1,
 - Equipe de direction : 2.

Pour les pôles et le siège, des exceptions au niveau de la présence minimum pourront être vues par le cadre référent.

Direction Territoriale d'Action Sociale Sud-Ouest :

Article 9 : Sur la période d'ouverture de la direction territoriale, le nombre d'agents minimum requis sur les plages variables est fixé comme il suit :

- Direction territoriale d'action sociale :
 - Service insertion : 1 secrétaire ou animateur local d'insertion (ALI),
 - Service autonomie : 1 secrétaire et 1 évaluateur PAPH,
 - Service enfance : 1 secrétaire
 - Services logement, santé famille et direction : 1 secrétaire.
- Centre médico-social : 2 dont 1 secrétaire, sauf :
 - Aubenas : 2 secrétaires et 2 travailleurs sociaux,
 - Vals-les-Bains : 1 secrétaire et 2 travailleurs sociaux.

Les plages concernées par ce dispositif sont les suivantes :

- 8h30 à 9h00,
- 11h30 à 12h00,
- 13h30 à 14h00,
- 16h00 à 17h00.

Article 10 : Le seuil minimum de présence quotidienne au sein de la direction territoriale comprend les apprentis et les télétravailleurs sous réserve de la nature des missions exercées. Il est fixé comme il suit :

Pour le seuil de fonctionnement :

- Cadres : 2,
- Direction territoriale d'action sociale :
 - Service autonomie : 2 travailleurs médico-sociaux et 2 secrétaires autonomie,
 - Service insertion : 1 secrétaire,
 - Service enfance : 1 secrétaire,
 - Protection maternelle infantile, direction et logement : 1 secrétaire,
- Aubenas / Vals :
 - Service protection maternelle et infantile : 2,
 - Service enfance : 2,
 - Secrétariat de pôle :
 - 1 sur Vals les Bains,
 - 2 sur Aubenas,
 - Service Polyvalence et service insertion :
 - 3 sur Vals les Bains,
 - 3 sur Aubenas,
- Les Vans : 40 %,
- Largentière : 40 %.

Pour le seuil dégradé : ponts non obligatoires ou période d'une durée maximale de 1 à 2 jours :

- minimum 2 agents par site.

Article 11 : La planification des congés pour les quatre directions territoriales d'action sociale (congés,

RTT, CET...) s'effectue par quadrimestre.

Article 12 : Les secrétaires d'accueil et les secrétaires de dispositif affectés au sein des directions territoriales d'action sociale, centres médico-sociaux, pôles sont soumis au régime des horaires fixes individualisés.

Article 13 : L'arrêté n°2019-294 du 1^{er} octobre 2019 est abrogé.

Article 14 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 15 : Le Président ainsi que les supérieurs hiérarchiques concernés sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **1 0 FEV. 2020**

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO

Reçu à la Préfecture le
Affiché en l'Hôtel du département le
Identifiant de télétransmission :

1 0 FEV. 2020

1 0 FEV. 2020

n° 175225



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-85

Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à la dépendance et du forfait global dépendance de l'EHPA Villa Sainte Marthe

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU l'arrêté n°2019-295 portant fixation, au titre de l'année 2020, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU l'arrêté du Conseil Départemental n°2019-343 en date du 27 décembre 2019 portant cession de l'autorisation de gestion de l'EHPA Villa Sainte Marthe à Aubenas détenue par l'Association Maison Saint Joseph au bénéfice de l'Association Hospitalière de Sainte Marie;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 10 220 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD RESIDENCE SAINTE-MARTHE à AUBENAS sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 01/01/2020
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	23,99 €
	GIR 3 et 4	13,77 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	4,82 €

ARTICLE 2 : A compter du 1^{er} janvier 2020, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	30 108,00 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	2 509,00 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>30 108,00 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	<i>0,00 €</i>

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 5 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités et Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE SAINTE-MARTHE » à AUBENAS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 DEC. 2019**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



[Signature]
La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **31 JAN. 2020**
Notifié le **05 FEV. 2020**
Identifiant de télétransmission : **174832**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Marie-Laure GRILLET
BP 737
07007 Privas Cedex
mlgrillet@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-87

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'EHPAD "Les Mûriers" à SAINT-SAUVEUR-DE-MONTAGUT

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7447 et Conseil Départemental n° 2017-82 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « ASSOCIATION LES MURIERS » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD LES MURIERS » situé à SAINT- SAUVEUR-DE-MONTAGUT;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 29474 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l' «EHPAD LES MURIERS » à SAINT- SAUVEUR-DE-MONTAGUT est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} février 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans - Chambre simple	50.88 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans - Chambre double	44.89 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans - Grande chambre	55.87 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	66.43 €*

*dont part hébergement **50.65 €** et part dépendance **15,78 €**

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « EHPAD LES MURIERS » à SAINT- SAUVEUR-DE-MONTAGUT sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	1 534 827.84 €
Reprise de déficit	
TOTAL CHARGES autorisées	1 534 827.84 €
TOTAL PRODUITS	1 534 827.84 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	1 489 526.84 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice de l'« EHPAD LES MURIERS » à SAINT- SAUVEUR-DE-MONTAGUT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 6/02/2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 6/02/2020
Notifié le 7/02/2020
Identifiant de télétransmission : 176892

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-89

**Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de la Résidence
Sainte Marthe**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté du Conseil Départemental n°2019-343 en date du 27 décembre 2019 portant cession de l'autorisation de gestion de l'EHPA Villa Sainte Marthe à Aubenas détenue par l'Association Maison Saint Joseph au bénéfice de l'Association Hospitalière de Sainte Marie;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 10 220 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « RESIDENCE SAINTE-MARTHE » à AUBENAS est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} février 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	50,94 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	58,90 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « RESIDENCE SAINTE-MARTHE » à AUBENAS sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	527 286,80 €
Reprise de déficit	0,00 €
TOTAL CHARGES autorisées	527 286,80 €
TOTAL PRODUITS	527 286,80 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	520 606,80 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE SAINTE-MARTHE » à AUBENAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 JAN. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **07 FEV. 2020**

Notifié le 10/02/20
Identifiant de télétransmission : 174947

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-91

**Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD
Leopold Ollier à Chambonas**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7467 et Conseil Départemental n° 2017-102 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CENTRE HOSPITALIER CEVENNES ARDECHOISES » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « RESIDENCE LEOPOLD OLLIER » situé à CHAMBONAS;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 52 195 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et le « CENTRE HOSPITALIER CEVENNES ARDECHOISES » pour la période 2020-2024 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « RESIDENCE LEOPOLD OLLIER » à CHAMBONAS est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} février 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	64,35 €
"Tarif journalier Hébergement Accueil de Jour	16,24 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	80,65 €*

*dont part hébergement 64,35 € et part dépendance 16,30 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les produits de la tarification de l'EHPAD « RESIDENCE LEOPOLD OLLIER » à CHAMBONAS s'élèvent à 3 356 660,45 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE LEOPOLD OLLIER » à CHAMBONAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 JAN. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **07 FEV. 2020**
Notifié le *10/02/20*
Identifiant de télétransmission : *174974*

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-94

**Portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Patrimoine,
Numérique, Mobilités**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 3221-3 ;

VU l'élection de M. Laurent UGHETTO en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 10 juillet 2017;

Vu l'arrêté portant organisation des services départementaux ;

VU l'arrêté portant délégations de signature relatives à la commande publique ;

VU l'arrêté n° 2019-326 du 15 novembre 2019 portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Patrimoine, Numérique, Mobilités ;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Philippe AUBERT**, Directeur Général Adjoint PATRIMOINE, NUMERIQUE, MOBILITES, pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction Générale Adjointe ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction Générale Adjointe :
 - a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des recettes et dépenses ;
 - b) Les décisions de versement ou certificats de paiements pour liquidation des dépenses et des subventions, ainsi que des recettes ;
- 3) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 4) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, y compris les dépôts de plainte, à l'exclusion de ceux permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif ;
- 5) Tous arrêtés, décisions, conventions et avenants pris en application des décisions exécutoires de l'Assemblée Départementale, de la Commission Permanente ou du Président du Conseil Départemental, relevant du domaine de compétence de la Direction Générale Adjointe;
- 6) Les dépôts de plainte ;
- 7) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public
- 8) Tous les actes énumérés par le présent arrêté.

TITRE 1 : Direction des ROUTES et des MOBILITES

Article 2 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Yann BACCONNIER**, Directeur des ROUTES et des MOBILITES, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité,

I - Dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction des ROUTES et des MOBILITES ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction des ROUTES et des MOBILITES : toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 3) Les arrêtés et actes relatifs à la gestion et à la conservation du domaine public, à la police et à l'exploitation dans le respect du règlement départemental de la voirie ;
- 4) Les correspondances liées à la gestion des demandes de subventions, les accusés de réception, les demandes de pièces complémentaires;
- 5) Les notes de services portant organisation de l'activité des services placés sous son autorité, à l'exclusion de celles dont le contenu nécessiterait un avis préalable du Comité Technique (CT) et des intérimaires permettant d'assurer la continuité du fonctionnement des services et territoires ;
- 6) Les congés annuels, récupérations du temps de travail et autorisations d'absence des agents, ordres de mission, états de frais de déplacements, les paiements et récupérations d'heures supplémentaires, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 7) Tous actes relatifs à la mise en astreinte normale et programmée des personnels nécessaires à la continuité de l'exploitation routière en viabilité hivernale et en veille qualifiée ;
- 8) Tous actes techniques spécifiques dans le domaine de compétence de la Direction des

ROUTES et des MOBILITES dont notamment :

- a) Les validations des avant-projets et projets en maîtrise d'œuvre,
 - b) Le visa des plans d'exécution,
 - c) La signature des promesses de vente et notariés constatant les transactions foncières,
 - d) Les actes liés à la mise en œuvre des procédures d'expropriation et aux diverses enquêtes publiques,
- 9) Les correspondances diverses relatives aux avis du Département en tant que personne publique associée sur les documents de planification des collectivités territoriales: PLU, PLUi, SCOT,
- 10) Les demandes d'autorisations d'urbanisme,
- 11) Les dépôts de plainte ;
- 12) Tous arrêtés, décisions, conventions et avenants pris en application des décisions exécutoires de l'Assemblée Départementale, de la Commission Permanente ou du Président du Conseil départemental, relevant du domaine de compétence de la Direction des ROUTES et des MOBILITES ;
- 13) Les actes résultant de l'exécution des conventions d'Assistance Technique aux Collectivités;
- 14) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public ;
- 15) Tous les actes du présent arrêté, en tant qu'ils relèvent de la compétence de la Direction des ROUTES et des MOBILITES.

II - Dans la fonction de cadre de permanence :

- 1) Les arrêtés de police de réglementation de la circulation à titre temporaire sur la voirie départementale située "hors agglomération" en cas d'urgence et pour des raisons de sécurité liées à l'état de l'ouvrage ou de la voie ;
- 2) Les décisions de renfort avec ou sans astreinte des personnels nécessaires à la continuité de l'exploitation routière pour la direction des ROUTES et des MOBILITES et sur l'ensemble du territoire départemental ;
- 3) Ainsi que pour la partie "bâtiments", les actes nécessaires à la mise en sécurité des bâtiments utilisés par la collectivité.

Article 3 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Franck STEFANINI**, Directeur Adjoint des ROUTES et des MOBILITES, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes de l'article 2.

Article 4 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Bella BALDY**, Responsable d'unité assistance de direction/secrétariat, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de l'unité ;
- 2) Les congés annuels et autorisations d'absence des agents, ordres de mission, états de frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 5 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Xavier CHEYNEL**, Chef du Service Pilotage par intérim, et, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier CHEYNEL, à **Mme Aurélie VIAU**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du Service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction des ROUTES et des MOBILITES, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 3) Les notifications des décisions de subventions et participations accordées par l'Assemblée Départementale ;
- 4) Les congés annuels, récupérations du temps de travail et autorisations d'absence des agents, ordres de mission, états de frais de déplacements, indemnités d'astreinte, paiements et récupérations d'heures supplémentaires, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 6 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Katia CHAVANT, Aurélie VIAU, Amandine HENRI, Sonia FRECHET et MM. Jean-Luc RIBES, Christian CARTU**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leurs domaines de compétences respectifs les actes visés au 1 de l'article 5.

Article 7 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Laurent BRUN**, Chef du Service Aménagement, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du Service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le Service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 3) Les actes techniques spécifiques dans le domaine de compétence de la Direction des ROUTES dont notamment :
 - a) Les validations des avant-projets et projets en maîtrise d'œuvre,
 - b) Le visa des plans d'exécution,
 - c) La signature des promesses de vente et des compromis de vente,
 - d) Les actes liés à la mise en œuvre des procédures d'expropriation et aux diverses enquêtes publiques.
- 4) Les congés annuels, récupérations du temps de travail et autorisations d'absence des agents, ordres de mission, états de frais de déplacements, indemnités d'astreinte, paiements et récupérations d'heures supplémentaires, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 8 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Jean-François GRANET**, Chargé du bureau d'étude et du domaine des grands travaux et des opérations complexes, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés à l'article 7, mais limités aux agents du bureau d'étude pour le 4).

Article 9 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Anthony BAZIN**, Chargé de Mission Paysage, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les correspondances diverses nécessaires à l'exercice de sa mission.

Article 10 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Pascal PLANEL et Grégory REYNIER**, Chargés de Mission Sécurité, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les correspondances diverses nécessaires à l'exercice de leur mission.

Article 11 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Marianne MARTINEZ** ainsi qu'à **MM. Sébastien DUFOUR, Mike KWIECIEN** à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés au 1 de l'article 7 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

Article 12 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Jérôme ROUSSIN**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, et les actes visés au 1 de l'article 7.

Article 13 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Karine SALGUES**, Chef du Service Entretien Exploitation, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité,

I - Dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 3) Tous les actes relatifs à la gestion du domaine public, dont notamment les arrêtés relatifs à la

gestion et à la conservation du domaine public, à la police et à l'exploitation dans le respect du règlement départemental de la voirie ;

4) Les congés annuels, récupérations du temps de travail et autorisations d'absence des agents, ordres de mission, états de frais de déplacements, tous actes relatifs à la mise en astreinte normale et programmée des personnels nécessaires à la continuité de l'exploitation routière en viabilité hivernale et en veille qualifiée, paiements et récupérations d'heures supplémentaires, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 14 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Marcel COIN, Frédéric CASTERA, Julien SALGUERO et Éric PEYRONNET**, Service Entretien Exploitation, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs les actes visés au I- 1 de l'article 13 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

Article 15 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Jean-Luc HAESSIG**, Chargé de l'information de la gestion du trafic et de la présentation du domaine public, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité les actes suivants :

I - Dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires à l'exercice de ses missions ;
- 2) Tous les actes relatifs à la gestion du domaine public, dont notamment les arrêtés relatifs à la gestion et à la conservation du domaine public, à la police et à l'exploitation dans le respect du règlement départemental de la voirie ;
- 3) Les promesses de vente, actes administratifs et notariés constatant les transactions foncières dans le cadre des procédures domaniales.

II – Dans la fonction de cadre de permanence, les actes visés aux II-2 et 3 de l'article 2.

Article 16 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Isabelle RIOU**, Chargée du domaine gestion du domaine public, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires à l'exercice de ses missions ;
- 2) Tous les actes relatifs à la gestion du domaine public, dont notamment les arrêtés relatifs à la gestion et à la conservation du domaine public, à la police et à l'exploitation dans le respect du règlement départemental de la voirie ;
- 3) Les promesses de vente, actes administratifs et notariés constatant les transactions foncières dans le cadre des procédures domaniales ;

Article 17 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Philippe SABY**, Chef du Service Réhabilitation et Patrimoine, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

I – Dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du Service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires, gérées directement par le Service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 3) Les congés annuels, récupérations du temps de travail et autorisations d'absence des agents, ordres de mission, états de frais de déplacements, tous actes relatifs à la mise en astreinte normale et programmée des personnels nécessaires à la continuité de l'exploitation routière en viabilité hivernale et en veille qualifiée, paiements et récupérations d'heures supplémentaires, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 4) Les actes techniques spécifiques dans le domaine de compétence de la Direction des ROUTES et des MOBILITES dont notamment
 - a) Les validations des avant-projets et projets en maîtrise d'œuvre,
 - b) Le visa des plans d'exécution,
 - c) La signature des promesses de vente, des actes administratifs et notariés constatant les

transactions foncières,

d) Les actes liés à la mise en œuvre des procédures d'expropriation et aux diverses enquêtes publiques.

II – Dans la fonction de cadre de permanence les actes visés aux II de l'article 2.

Article 18 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Philippe MARTIN**, Adjoint au chef de Service Réhabilitation et Patrimoine, Chef de projet BDR et Chargé du domaine risques naturels et des projets spécifiques, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés au I – 1) et 4) de l'article 17 et en l'absence de M. Philippe SABY, les actes visés au I – 2) et 3) de l'article 17.

Article 19 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Jean-Marie AUDIGIER, Philippe CHAMPANHET**, Service Réhabilitation et Patrimoine, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés au I- 1 de l'article 17 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

Article 20 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Jean-Rémy CHARENTUS**, Service Réhabilitation et Patrimoine, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux I – 1 et 4 de l'article 17 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

Article 21 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Laure HAILLET-DE-LONGPRE, Vanina SORIANO**, Chargées de Mission Urbanisme et Mobilités, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés au I – 1), 5) et 9) de l'article 2.

Article 22 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Emilie DE MIN, M. Lionel TORRES et M. Bernard DEBOS**, Responsables de Territoires, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité,

I - Dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de leur territoire ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées par leur Territoire, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 3) Les actes relatifs à la gestion, la conservation, la police et l'exploitation du domaine public routier, dont notamment :
 - a) Les autorisations de travaux pour la pose de canalisations d'eau, de gaz, d'assainissement, d'électricité, de lignes de télécommunications et autres ;
 - b) Les autorisations ou refus des permis de stationnement et des permissions de voirie, à l'exception de celles concernant les opérateurs de télécommunication, les distributeurs de carburant, les voies ferrées particulières, les ouvrages de franchissement supérieurs et inférieurs ;
 - c) Les arrêtés d'alignement individuel ;
 - d) Les avis délivrés dans le cadre de la création ou modification d'un accès à une route départementale sauf si elle est classée dans le réseau ossature ;
 - e) Les arrêtés de police de réglementation de la circulation à titre temporaire sur la voirie départementale située "hors agglomération" :
 - ne comportant pas interdiction totale de circuler ;
 - comportant une interdiction totale de circuler, en cas d'urgence et pour des raisons de sécurité liées à l'état de l'ouvrage ou de la voie, et n'excédant pas 24 heures ;
 - comportant interdiction totale de circuler, pour des durées unitaires inférieures à 48 heures sauf en cas de désaccord avec le Maire ou le Conseiller Départemental concerné.
- 4) Les congés annuels, récupérations du temps de travail et autorisations d'absence des agents, ordres de mission, états de frais de déplacements, paiements et récupérations d'heures supplémentaires, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du

délégataire ;

5) Tous actes techniques spécifiques dans le domaine de compétence de la Direction des ROUTES et des MOBILITES dont notamment :

- a) Les validations des avant-projets et projets en maîtrise d'œuvre interne;
- b) Le visa des plans d'exécution ;
- c) Les promesses de vente et les documents d'arpentage liés aux procédures d'acquisitions foncières ;
- d) Les actes notariés constatant les transactions foncières.

6) Tous actes relatifs à la mise en astreinte normale et programmée des personnels nécessaires à la continuité de l'exploitation routière en viabilité hivernale et en veille qualifiée ;

7) Les dépôts de plainte ;

8) Les actes résultant de l'exécution des conventions d'Assistance Technique aux Collectivités.

II – Dans la fonction de cadre de permanence et sur l'ensemble du département :

- 1) Les arrêtés de police de réglementation de la circulation à titre temporaire sur la voirie départementale située "hors agglomération" en cas d'urgence et pour des raisons de sécurité liées à l'état de l'ouvrage ou de la voie ;
- 2) les décisions de renfort avec ou sans astreinte des personnels nécessaires à la continuité de l'exploitation routière pour la direction des ROUTES et des MOBILITES et sur l'ensemble du territoire départemental ;
- 3) Ainsi que pour la partie "bâtiments", les actes nécessaires à la mise en sécurité des bâtiments utilisés par la collectivité.

Article 23 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Christine BADET, MM. Lionel FANIA, Bernard TOUREL, Antoine NAUDY, Olivier EVESQUE et Jean-Louis VERT**, Responsables de Territoires adjoints, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité,

1) Dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés aux I- 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8 de l'article 22 ;

2) Dans la fonction de cadre de permanence et sur l'ensemble du département les actes visés au II- de l'article 22 ;

3) En cas d'absence ou d'empêchement du Responsable de Territoire, les actes visés au I- 2 du même article.

Article 24 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Catherine BARDIAU, Valérie DRUANT et Stella VIALLET**, Responsables d'Unités "Administratif", à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés aux I- 1 et 4 de l'article 22.

Article 25 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Jérémie MAZET, Frédéric MAURICE et Christophe VEOL**, Chefs d'Unités "Etudes", à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés aux I- 1 et 4 de l'article 22 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

Article 26 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Sébastien CHAZOT, Joseph Dominique ROBERT et Jérôme HEMONIC**, Chefs d'Unités "Gestion du Domaine Public et Ouvrages d'Art", à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés aux I- 1, 3 uniquement pour le réseau RIL, et 4 de l'article 22 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

En cas d'absence ou d'empêchement conjoints de leur Responsable de Territoire et de leurs Responsables de Territoires Adjoints, les actes visés au I- 3 du même article.

Article 27 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. David BLACHIER, François DE BATTISTI, Raphaël ALLIX, Jean-René GRAS, Serge FRELET, Daniel VALLEE, Éric FARCY, Francis BAUR, René MOREL, Raphaël ROLLAND, Dominique CHABANIS, Frédéric**

LABALME, Responsables Entretien Exploitation des Routes, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés aux I- 1 et 4 de l'article 22 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

Article 28 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Jean-François PHILIPPOT, Stéphane BORCIER, Franck SLUPCZEWSKI, Sébastien SARRASIN, Lionel TOMASINO, Frédéric PICHOT, Didier BASTIDE, Frédéric VERNET, Mikaël VIALLE, Patrick CHAMP, Joël MARNAS, (recrutement en cours), Éric ALBERTI, (recrutement en cours), Laurent CHATAIN, Romain GARDE, Denis BERNARD, Nicolas TEYSSIER, Joris PILI, Philippe UGUEN, Jean-François LUCAS, Jean Frédéric HELMER, Lucas FAY, Nicolas PHILIPPOT (à compter du 1^{er} avril 2020)**, Responsables Entretien Exploitation des Routes adjoints, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés aux I- 1 et 4 de l'article 22 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

Article 29 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Anne VERNET, Elisabeth PERIDON MM. Jean-Luc ROCHETTE, Guillaume CLEMENT, Julien LOYRION, Michel LEVEQUE, Sylvain GARNIER, Cédric GUICHARD, Romain PELISSIER, Joël VALETTE, Christophe BASSIER, Patrick CHIFFE, Christian MANIFACIER, Jean-François CHANEAC, Tony NURY, Jean-Marie SYLVESTRE, Patrick RAOUX, Frédéric CHARVILLAT**, Chargés d'Opération, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés aux I- 1 et 8 de l'article 22 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

Article 30 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Jacky CHAUSSABEL, Denis FLORENSON, Alain AOMAR, recrutement en cours, recrutement en cours, Hervé LAURENT, Franck CHABANY, Denis GERBEAU, Frédéric DEBARD, Didier VALLON, Didier ROCHE, Jean-Claude RIFFARD**, Opérateurs Gestion du Domaine Public chargés des Ouvrages d'Art, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences respectifs, les actes visés au I- 1 de l'article 22 ainsi que la proposition de la réception des travaux au maître d'ouvrage dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne.

TITRE 2 : Direction de l'IMMOBILIER, des ACHATS et des MOYENS

Article 31 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Didier CHATEAU**, Directeur de l'IMMOBILIER, DES ACHATS ET DES MOYENS, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction, dont notamment les copies certifiées conformes des actes du Département ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction :
 - a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des dépenses ;
 - b) Toute pièce financière relative à la liquidation des dépenses et recettes dans la limite des crédits gérés par la Direction ;
 - c) Les devis de prestations réalisées en régie relevant de son domaine de compétence.
- 3) Les congés annuels, autorisations d'absence, ordres de mission, frais de déplacements des agents, ainsi que tous autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 4) Tous actes relevant du domaine de compétence de la Direction, dont notamment :
 - a. Approbation du programme et ses modifications éventuelles des ouvrages relevant de la loi MOP, pour les procédures ne relevant pas du concours ;

- b. Validation d'avant-projet sommaire (APS) et/ou d'avant-projet définitif (APD) dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne ;
- c. La signature des promesses de vente et compromis de vente,
- d. Les baux d'une durée n'excédant pas douze ans ;
- e. Les actes d'acquisition, de cession et d'échange de biens en la forme notariée ;
- f. Les actes liés à la représentation du Département lors de procédures d'expropriation ;
- g. Les protocoles d'accords transactionnels en lien avec des opérations portant sur des bâtiments départementaux.

5) Les dépôts de plainte.

6) Tous arrêtés, décisions, conventions et avenants pris en application des décisions exécutoires de l'Assemblée Départementale, de la Commission Permanente ou du Président du Conseil départemental, relevant du domaine de compétence de la Direction de l' IMMOBILIER, DES ACHATS ET DES MOYENS ;

7) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public ;

8) Tous les actes du présent arrêté, en tant qu'ils relèvent de la compétence de la Direction de l'IMMOBILIER, DES ACHATS ET DES MOYENS.

Article 32 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Michel CHAMPANHET**, Directeur Adjoint, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions les actes de l'article 31.

Article 33 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Catherine GARCIA**, Chef du Service Gestion, Animation, Coordination, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences :

1) Les actes visés au 1 et 3 de l'article 31.

2) En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Renaud TESTUD, Cédric FERRUT, Patrice VANNIER et Mme Anne RANU, les actes visés au 2 b de l'article 31.

Article 34 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Renaud TESTUD**, Chef du Service Construction et Maintenance des Bâtiments, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2, 3 et 5 de l'article 31.

Article 35 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Jérôme GAFFODIO**, Adjoint au Chef de Service, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2 a et b et 3 de l'article 31.

Article 36 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Stéphanie JANOIR, Claire ROUCHIER, Anne-Lise VIOUGEAS, Pauline CORSON** et **MM. Michaël MEJEAN, Pierre PATUREL, Jean-Marc MOULIN, Stéphan RAYNAUD** et **Clément CHAUSI**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, et dans le cadre de leurs attributions, les actes visés aux 1 et 2 a de l'article 31.

Article 37 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Sandrine VIGNE, Laurence GRAVIER** et **Anne-Marie NOGARET**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leurs domaines de compétences, les actes visés aux 1 et 2 a et b de l'article 31.

Article 38 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Cédric FERRUT**, Chef du Service Garage Ateliers Mécaniques à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2, 3 et 5 de l'article 31.

Article 39 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Vincent HILAIRE**, Adjoint au Chef de Service, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre

de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2, 3 et 5 de l'article de l'article 31.

Article 40 : En cas d'absence ou d'empêchement conjoints de MM. Didier CHATEAU, Michel CHAMPANHET, Cédric FERRUT et Vincent HILAIRE, délégation de signature est donnée à **MM. Jérôme MAZE, Benoit RECOULY, Jacky DELOCHE et René DUFAUT** à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leurs domaines de compétences respectifs, les actes visés au 2 a de l'article 31.

Article 41 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Patrice VANNIER**, Chef du Service Commande Publique, Achats et Approvisionnements, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2 et 3 de l'article 31.

Article 42 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Lydie CHAZEL**, Adjointe au Chef de Service, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2 a et b et 3 de l'article 31.

Article 43 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Éric ALLEGOET**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, et dans le cadre de ses attributions, les actes visés aux 1 et 2 a de l'article 31.

Article 44 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Anne RANU**, Chef du Service Gestion Administrative du Patrimoine et du Foncier, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2 a et b, 3 et 4 de l'article 31 ainsi que les actes liés à la gestion de copropriété sous la forme de syndic.

Article 45 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Marianne SALGUERO, Mme Nathalie NOYER, M. Sébastien LOUIS**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, les demandes de renseignements auprès des services des hypothèques et du cadastre et les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du service.

Article 46 : En cas d'absence ou d'empêchement conjoints de MM. Didier CHATEAU, Michel CHAMPANHET et de Mme Anne RANU, délégation est donnée à **Mmes Marianne SALGUERO, Nathalie NOYER et M. Sébastien LOUIS** à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1 et 2 a de l'article 31, les actes liés à la gestion de copropriété sous la forme de syndic.

TITRE 3 : Direction des SYSTEMES D'INFORMATION ET DES USAGES NUMERIQUES

Article 47 : Délégation directe et permanente est donnée à **(recrutement en cours)**, Directeur SYSTEMES D'INFORMATION ET DES USAGES NUMERIQUES, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction et du service, dont notamment les copies certifiées conformes des actes du Département ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction et le service :
 - a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des dépenses ;
 - b) Toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes dans la limite des crédits gérés par la Direction et le service ;

- 3) Les dépôts de plainte ;
- 4) Les congés annuels, autorisations d'absence, ordres de mission, frais de déplacements des agents, ainsi que tous autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 5) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

Article 48 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Isabelle COLOMB**, Directrice adjointe et Chef du service Etudes et Usages numériques, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2 et 4 de l'article 47.

Article 49 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Maxime CHEVRY**, Chef du Service Ingénierie des systèmes d'informations, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2 et 4 de l'article 47.

Article 50 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Patrick DEYDIER**, Adjoint au Chef de Service, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 2 et 4 de l'article 47.

Article 51 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Maxime CHEVRY, délégation est donnée à **M. Bruno TALAGAS** à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1 et 2 de l'article 47.

TITRE 4 : Direction des ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Article 52 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Corinne PORTE**, Directrice des ARCHIVES DEPARTEMENTALES, à l'effet de signer, en mon nom et sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction :
 - a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des dépenses ;
 - b) Les décisions de versement ou certificats de paiements pour liquidation des dépenses et des subventions, ainsi que des recettes ;
- 3) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 4) Les arrêtés, décisions, conventions et avenants pris en application de décisions exécutoires de l'Assemblée Départementale, de la Commission Permanente ou du Président du Conseil Départemental, à l'exclusion de ceux qui ont une portée large valorisant la politique départementale ;
- 5) Les dépôts de plainte ;
- 6) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

Article 53 : Délégation est donnée à **M. François STEVENIN**, Directeur adjoint, à l'effet de signer, en mon nom et sous mon contrôle et ma responsabilité les actes visés aux 1 à 4 de l'article 52.

Article 54 : L'arrêté n° 2019-326 du 15 novembre 2019 est abrogé.

Article 55 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 56 : Le Directeur Général des Services Départementaux et les intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **07 FEV. 2020**

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



07 FEV. 2020

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant de télétransmission : **no 176981**

07 FEV. 2020

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-96

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) "LE CHAN" à Annonay.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7466 et Conseil Départemental n° 2017-101 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CENTRE HOSPITALIER D'ARDECHE NORD » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « CENTRE HOSPITALIER » situé à ANNONAY ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT la Convention Tripartite Pluriannuelle conclue entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et l'EHPAD « CENTRE HOSPITALIER ARDECHE NORD » pour la période 2016-2020 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 72 530 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « CENTRE HOSPITALIER » à ANNONAY est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} février 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	56,10 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Chambre double	54,10 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	74,44 €*

*dont part hébergement : **55,20 €** et part dépendance : 19,37 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « CENTRE HOSPITALIER » à ANNONAY sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	3 994 285,12 €
Reprise de déficit	0,00 €
TOTAL CHARGES autorisées	3 994 285,12 €
TOTAL PRODUITS	3 994 285,12 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	3 994 285,12 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « CENTRE HOSPITALIER » à ANNONAY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **06 FEV. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **06/02/2020**
Notifié le **07/02/2020**
Identifiant de télétransmission : **175064**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-98

Portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Solidarités

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 3221-3 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'élection de M. Laurent UGHETTO en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 10 juillet 2017 ;

VU l'arrêté portant organisation des services départementaux ;

VU l'arrêté portant délégations de signature relatives à la commande publique ;

VU l'arrêté n° 2019-244 du 28 août 2019 portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Solidarités ;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1er : Sont exclusivement **réservés à ma signature**, les actes suivants :

1) Les actes portant autorisation, extension, refus d'autorisation ou d'extension, fermeture des établissements, des lieux de vie et d'accueil relevant de ma compétence exclusive ou conjointe pris en application des articles L. 312-1 et suivants du CASF ;

2) Les arrêtés de tarification des établissements pris en application des articles L. 314-1 et suivants du (CASF), ressortissant à la compétence exclusive ou conjointe du département pour lesquels le prix de journée demandé par l'établissement est supérieur d'au moins 10 % au prix de journée de l'année précédente.

Article 2 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Géraldine MALATIER**, Directrice Générale Adjointe SOLIDARITES, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes suivants :

1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction Générale Adjointe ;

2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction Générale Adjointe :

a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des recettes et dépenses ;

b) Les décisions de versement ou certificats de paiements pour liquidation des dépenses et des subventions, ainsi que des recettes.

3) Les arrêtés, décisions, conventions et avenants pris en application des décisions exécutoires de l'Assemblée Départementale, de la Commission Permanente ou du Président du Conseil Départemental, à l'exclusion de ceux qui ont une portée large valorisant la politique départementale, notamment dans le cadre de :

a) l'octroi de garanties d'emprunts au profit des organismes intervenant dans le domaine du logement social et des collèges privés,

b) la tarification des établissements à l'exclusion des actes visés à l'article 1er du présent arrêté,

c) l'attribution, retrait ou refus de bourses entretenues sur les fonds départementaux, telles que visées par l'article L. 3211-2, 13° du CGCT;

d) de la gestion budgétaire des collèges, dont notamment le visa des actes budgétaires.

4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements, notes de service portant organisation de l'activité des services et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous son autorité ;

5) Les retraits d'agrément des accueillants familiaux prononcés selon la procédure d'urgence mentionnée à la dernière phrase de L. 441-2 du CASF ;

6) Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément d'adoption pris en application de l'article L. 225-2 du CASF ;

7) L'ensemble des actes et décisions se rapportant aux :

a) Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)

b) Mesures d'Accompagnement en Economie Sociale et Familiale (MAESF),

c) Mesures judiciaires d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF) ;

dont les actes en lien avec les autorités judiciaires.

8) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'exclusion de ceux permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif ;

9) Les dépôts de plainte ;

10) dans le cadre du pilotage du dispositif interne de gestion du Fond social européen (FSE) : les demandes de subvention en direction de l'Etat, les publications d'appels à projets, les rapports d'instruction des demandes locales de subvention, les rapports de contrôle de service fait, les rapports de contrôle issus des visites sur place, et tous actes administratifs et comptables liés au suivi et à l'évaluation de l'usage du FSE dans la mise en œuvre des politiques départementales

d'insertion socioprofessionnelle ;

11) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public ;

12) Les pièces administratives et comptables relatives au projet AJIR conventionné avec l'ANRU.

13) Les décisions relatives à l'agrément nécessaire à la profession d'assistant maternel ou d'assistant familial, prises après avis de la commission consultative paritaire départementale, en application des dispositions de l'article L. 421-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

14) Tous les actes énumérés par le présent arrêté.

TITRE 1: Service APPUI PILOTAGE

Article 3 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Gaëtane VAN BELLEGEM**, Chef du Service Appui Pilotage, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes suivants :

1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction Générale Adjointe:

2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction Générale Adjointe :

a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des recettes et dépenses ;

b) Les décisions de versement ou certificats de paiements pour liquidation des dépenses et des subventions, ainsi que des recettes ;

3) dans le cadre du pilotage du dispositif interne de gestion du Fond social européen (FSE) : les demandes de subvention en direction de l'Etat, les publications d'appels à projets, les rapports d'instruction des demandes locales de subvention, les rapports de contrôle de service fait, les rapports de contrôle issus des visites sur place, et tous actes administratifs et comptables liés au suivi et à l'évaluation de l'usage du FSE dans la mise en œuvre des politiques départementales d'insertion socioprofessionnelle ;

4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion des agents du Service Appui Pilotage ;

Article 4 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Nicolas SAHIN**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, les actes visés au 3 de l'article 3.

Article 5 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Sandrine BACCONNIER**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, les actes visés aux 1, 2 et 3 de l'article 3.

TITRE 2 : Direction ENFANCE, SANTE, FAMILLE

Article 6 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Marc VOLLE**, Directeur ENFANCE, SANTE, FAMILLE, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences, les actes suivants :

1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;

2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;

3) Tous actes techniques relevant spécifiquement de la Direction, dont notamment :

a) Les signalements d'enfant(s) en danger ;

b) les rapports de situation transmis aux autorités judiciaires ;

c) Les Procès-Verbaux de remise d'un enfant portant statut de pupille de l'Etat ;

- d) Les décisions d'aides financières en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes de 18 à 25 ans ;
- e) Les décisions relatives à la prise en charge d'un enfant à l'Aide Sociale à l'Enfance, et en particulier :
 - Arrêtés d'admission ;
 - Contrats d'accueil provisoire ;
 - Tout acte d'action éducative (Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO), Action Educative à Domicile (AED),
 - Contrat "jeune majeur", évaluations et enquêtes sociales ;
 - Tout acte financier lié à la prise en charge d'un enfant (transports, frais de loisirs...)
- f) ;
- Décisions d'allocation d'aide à l'enfance ;
- Contrat de travail avec les assistants familiaux ;
- Contrat d'accueil avec les assistants familiaux ;
- Actes liés à l'exercice de l'autorité parentale délégués à l'Aide Sociale à l'Enfance du Département ou correspondant à des actes relatifs à la gestion de la vie quotidienne des enfants confiés au service ;
- f) Les décisions relatives aux actes liés à l'exercice de la mission d'administration Ad Hoc en faveur des mineurs victimes ;
- g) Les agréments des candidats à l'adoption ;
- h) Les décisions d'octroi d'aides financières dans le cadre de l'activité du service ;
- i) Les actes et correspondances conduisant à la préparation des arrêtés fixant la tarification des établissements recueillant habituellement des mineurs, à l'exclusion des arrêtés eux-mêmes ;
- j) Les actes liés à la fonction de correspondant du Conseil National d'Accès aux Origines Personnelles (CNAOP) et à celle de correspondant de l'Agence Française de l'Adoption (AFA) ;
- k) Les actes et les décisions se rapportant aux MAESF dont notamment l'attribution, le renouvellement, l'interruption ;
- l) Les actes liés aux Mesures Judiciaires d'Aide à la Gestion des MJAGBF, dont notamment les décisions relatives aux contrats d'accompagnement social et les actes en lien avec les autorités judiciaires ;
- m) Agréments, avertissements et refus d'agréments des assistants maternels et familiaux ;
- n) Suspensions conservatoires d'agréments d'assistants maternels et familiaux ;
- o) Les réponses aux recours gracieux relatifs au refus d'agréments d'assistants maternels et familiaux ;
- p) Prises en charge des formations d'assistants maternels et familiaux (pour ceux employés par le Département) ;
- q) Autorisations et avis relatifs aux modes de garde collectifs, requis en vertu des articles L. 2324-1 et L. 2324-3 du code de la santé publique ;
- r) Les actes relatifs à la Protection Maternelle Infantile
- s) les actes liés à l'animation et à la mise en œuvre du dispositif Centre de Lutte contre la Tuberculose (CLAT).
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.
- 5) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du CGCT à l'exclusion des actes permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif.
- 6) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint SOLIDARITES ;
- 7) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public ;
- 8) Les requêtes auprès du juge aux affaires familiales et tous actes y afférents ;
- 9) Tous les actes afférents à la gestion de la CRIP ;
- 10) Tous les actes afférents au fonctionnement du dispositif MNA (Mineurs non accompagnés) ;

- 11) L'utilisation du logiciel ZED® dans le cadre du dispositif d'Appui à l'Evaluation de la Minorité, et la réception des données à caractère personnel et informations mentionnées à l'article R.221-15-2 du code de l'action sociale et des familles, dans la limite du besoin d'en connaître, à l'exclusion de l'image numérisée des empreintes digitales ;
- 12) Tous les actes afférents aux contrôles et audits des ESMS et des lieux de vie et d'accueil ;
- 13) Les congés annuels, ordres de mission, frais de déplacements et les autres actes concernant la gestion des assistants familiaux.

Article 7 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI**, Chef du Service Ressources Enfance et Famille et **M. Bruce LARRIEU**, Chef du Service Protection de l'Enfance, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, les actes visés aux 1 à 4 et 8 à 12 de l'article 6.

Article 8 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Nathalie HALLARD**, Chef du Service de Placement Familial, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, les actes visés aux 1 à 4 et 8 à 13 de l'article 6.

Article 9 : En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU, Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Nathalie HALLARD, délégation est donnée à **Mme Caroline FAYETTE**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés au 1 de l'article 6.

Article 10 : Délégation directe et permanente est donnée à Mme le **Docteur Nathalie FREYNET**, Médecin départemental en charge de la coordination des missions de la PMI et des centres de planification familiale, de la Santé Publique, du parcours de soins des enfants confiés à l'ASE, et médecin référent du CLAT, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés aux 1, 3 c et m à s de l'article 6.

Article 11 : Délégation directe et permanente est donnée aux **Docteurs Patrick HUGUIES et Françoise DARGENT**, Médecins, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés au 3 s de l'article 6.

Article 12 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Charlaïne DURAND**, cadre de santé en charge de l'animation et de la mise en œuvre du CLAT, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés aux 3 s de l'article 6.

Article 13 : Délégation directe et permanente est donnée aux **Docteurs Béatrice QUENARD et Véronique COMMARMOT**, Médecins, et à **Mmes Tatiana MOURI et Nathalie MATHEVET**, cadre de santé, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 3 m, r et s de l'article 6.

Article 14 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Isabelle HACHE**, infirmière coordinatrice et chargée du contrôle des ESMS, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1, 3 m à r et 12 de l'article 6.

Article 15 : En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU et Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Nathalie HALLARD, délégation est donnée à **Mme Séverine MAS**, animatrice de la CRIP, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, tous les actes afférents à la gestion de la CRIP (notamment les transmissions de signalements à l'autorité judiciaire) les actes visés aux 3 a, b et f de l'article 6 et ceux afférents

à la gestion de la consultation des dossiers des anciens bénéficiaires (anciens mineurs confiés au titre de l'Aide Sociale à l'Enfant et anciens mineurs pupilles de l'Etat).

Article 16 : En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU et Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI et Nathalie HALLARD, délégation est donnée à **Mme Géraldine PIZZO** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1, 3 f, g et j de l'article 6.

Article 17 : En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU, Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Nathalie HALLARD et Séverine MAS, délégation est donnée à **Mme Maria MARASCO** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés aux 1 et 9 de l'article 6.

Article 18 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Marie-Françoise COSTE**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés au 11) de l'article 7, ainsi qu'en cas d'absences ou d'empêchements conjoints de MM. Marc VOLLE, Bruce LARRIEU et Mmes Aurélia DUBUIS-PELLIZZARI, Nathalie HALLARD, les correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement du dispositif MNA les actes visés aux 3 b et 10 de l'article 6.

Article 19 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Christine ANJOLRAS**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés au 10 et 11 de l'article 6.

Article 20 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Jean-Christophe FISCHER**, Chef du Service Judiciaire d'Action Educative (SJAE), à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Tous les actes techniques relevant spécifiquement du service dont notamment les rapports de situation et d'actualisation aux magistrats ;
- 3) Les décisions relatives aux aides financières d'aide à l'enfance au bénéfice des familles suivies par le Service Judiciaire d'action éducative ;
- 4) Les décisions d'admission dans le cadre d'un accueil à titre provisoire, d'une aide éducative à domicile (AED) au bénéfice des enfants suivis par le SJAE dans le cadre d'une mesure judiciaire d'AEMO ;
- 5) Les actes visés au 3 f de l'article 6 concernant les décisions relatives aux actes liés à l'exercice de la mission d'administration Ad Hoc en faveur des mineurs victimes ;
- 6) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire, et notamment les remboursements des frais engagés pour le compte des enfants qu'ils accompagnent dans le cadre de leurs missions.

Article 21 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Sylvain DEDIDIER**, Directeur du Foyer de l'Enfance, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses nécessaires au fonctionnement du Foyer ;
- 2) Tous les actes techniques relevant de l'établissement dont notamment :
 - a) Les signalements d'enfants en danger et les rapports de situation transmis aux autorités administratives et judiciaires ainsi que les actes listés aux 3) a, b, c, e et 10) de l'article 6 ;
 - b) Les documents administratifs concernant le suivi et la prise en charge des pensionnaires, sans préjudice des actes relevant exclusivement des représentants légaux.

- 3) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements, rapports de stages des personnels, propositions de notation, d'avancement et de changement de grade et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 4) Les engagements de dépenses liés au budget de l'établissement et toutes les pièces financières relatives aux recettes ;
- 5) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement de Directeur général adjoint Solidarités ;
- 6) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

Article 22 : Délégation directe et permanente est donnée à **MM. Éric SEVILLA et Michel LANG** et à **Mme Cynthia MICHEL**, chefs de service du Foyer de l'Enfance, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1,2, 4 et 5 de l'article 21, ainsi qu'en cas d'absence ou d'empêchement conjoints de Mme Géraldine MALATIER et de M. DEDIDIER, les dépôts de plainte relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental.

TITRE 3 : Direction de l'AUTONOMIE, DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES HANDICAPEES

Article 23 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Marc-François DUCROUX**, Directeur de l'AUTONOMIE, DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES HANDICAPEES à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;
- 2) Arrêtés d'admission en Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) ;
- 3) Arrêtés d'agrément ou de refus d'agrément au titre de l'accueil familial, pris en application du CASF, ainsi que les mises en demeure afférentes ;
- 4) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 5) Tous actes techniques spécifiques dans les domaines de compétence de la Direction et notamment les décisions d'admission ou de refus relatives à l'Aide Sociale à l'Hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées, accueillies en établissement ou au domicile d'une personne agréée ;
- 6) Actes et correspondances conduisant à la préparation des arrêtés fixant la tarification des établissements recueillant habituellement des personnes âgées ou des personnes handicapées, à l'exclusion des arrêtés eux-mêmes ;
- 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 8) Décisions attributives, d'abrogation ou de suspension en matière d'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP), et de Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
- 9) Les mémoires introductifs d'instance, les observations et mémoires adressés aux juridictions civiles dans le cadre des successions ;
- 10) Les décisions de récupération sur les successions ;
- 11) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du CGCT à l'exclusion des actes permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif.
- 12) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 13) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

Article 24 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes le Docteur Anne-Marie ORIVELLE et Frédérique ALLAIRE** (à compter du 1^{er} mars 2020) et à **MM. les Docteurs Jean-Charles FAYOLLE, Joël DUTERTRE, Philip CHALAMET** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Les validations des évaluations des GIR – Moyen- Pondéré ;
- 2) Les rapports de visite de conformité ;
- 3) Les courriers relatifs à la commission des plaintes et réclamation.

Article 25 : Délégation directe et permanente est donnée **Mme Isabelle GOURDON**, Directrice Adjointe, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;
- 2) Arrêtés d'admission en Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) ;
- 3) Arrêtés d'agrément ou de refus d'agrément au titre de l'accueil familial, pris en application du CASF, ainsi que les mises en demeure afférentes ;
- 4) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 5) Tous actes techniques spécifiques dans les domaines de compétence de la Direction et notamment les décisions d'admission ou de refus relatives à l'Aide Sociale à l'Hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées, accueillies en établissement ou au domicile d'une personne agréée ;
- 6) Actes et correspondances conduisant à la préparation des arrêtés fixant la tarification des établissements recueillant habituellement des personnes âgées ou des personnes handicapées, à l'exclusion des arrêtés eux-mêmes ;
- 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 8) Décisions attributives, d'abrogation ou de suspension en matière d'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP), et de Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et d'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ;
- 9) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du CGCT à l'exclusion des actes permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif.
- 10) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités.

Article 26 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Christian CHALBOS**, Chef du Service Gestion des Droits et Prestations, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le Service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, et notamment les pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes liées à l'APA en établissement et à domicile, à l'ACTP, à l'Aide-Ménagère, à l'Aide Sociale à l'Hébergement, à la PCH et au transport des élèves handicapés ;
- 3) Tous actes techniques spécifiques relevant du service, dont notamment :
 - a) Tous actes relevant de la publicité foncière, y compris les mainlevées d'hypothèques totales ou partielles ;
 - b) L'ensemble des décisions administratives et des décisions de versement relatives à l'APA et à la PCH ;
 - c) Toutes les décisions d'admission ou de refus relatives à l'Aide Sociale à l'Hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées, accueillies en établissement ou au domicile d'une personne agréée.

- 4) Les observations et mémoires adressés aux Juges aux Affaires Familiales dans le cadre de la participation des débiteurs d'aliments aux frais d'hébergement en établissement ;
- 5) Les mémoires introductifs d'instance, les observations et mémoires adressés aux juridictions civiles dans le cadre des successions ;
- 6) Les décisions de récupération sur les successions ;
- 7) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 8) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 27 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Béatrice ARGENCE**, Adjointe au Chef du Service, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le Service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, et notamment les pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes liées à l'APA en établissement et à domicile, à l'ACTP, à l'Aide-Ménagère, à l'Aide Sociale à l'Hébergement, à la PCH et au transport des élèves handicapés ;
- 3) Tous actes techniques spécifiques relevant du service, dont notamment :
 - a) Tous actes relevant de la publicité foncière, y compris les mainlevées d'hypothèques totales ou partielles ;
 - b) L'ensemble des décisions administratives et des décisions de versement relatives à l'APA et à la PCH ;
 - c) Toutes les décisions d'admission ou de refus relatives à l'Aide Sociale à l'Hébergement des personnes âgées et des personnes handicapées, accueillies en établissement ou au domicile d'une personne agréée.
- 4) Les observations et mémoires adressés aux Juges aux Affaires Familiales dans le cadre de la participation des débiteurs d'aliments aux frais d'hébergement en établissement ;
- 5) Les mémoires introductifs d'instance, les observations et mémoires adressés aux juridictions civiles dans le cadre des successions ;
- 6) Les décisions de récupération sur les successions ;
- 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 28 : En cas d'absences ou d'empêchements conjoints de M. Christian CHALBOS, Chef du Service Gestion des Droits et Prestations et de Mme Béatrice ARGENCE, Adjointe au Chef de Service, délégation est donnée à **Mmes Cécile CHAPURLAT et Patrick GARCIA**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1, 2, 3, 4 et 5 de l'article 26.

Article 29 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Valérie LASSALLE CHAILAN**, Chef du Service Évaluation, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence les actes suivants :

- 1) Tous actes et correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, notamment les décisions de versement afférentes aux subventions d'équipement ou de fonctionnement ainsi qu'à la tarification et au suivi des établissements et services pour personnes handicapées et relatives à l'aide sociale dans le cadre de l'accueil familial des personnes âgées ou handicapées ;
- 3) Tous actes techniques spécifiques relevant du service ;
- 4) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;

5) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 30 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Magaly COCLET**, Chef du Service Établissements, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence les actes suivants :

- 1) Tous actes et correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service, notamment en matière de tarification des établissements ou services pour personnes âgées et pour personnes handicapées, à l'exclusion des arrêtés eux-mêmes ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, notamment les décisions de versement afférentes aux subventions d'équipement ou de fonctionnement ainsi qu'à la tarification et au suivi des établissements et services pour personnes handicapées et relatives à l'aide sociale dans le cadre de l'accueil familial des personnes âgées ou handicapées ;
- 3) Tous actes techniques spécifiques relevant du service ;
- 4) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 5) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 31 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme COCLET, délégation est donnée à **Mmes Marie-Laure GRILLET, Delphine DORSO, Loubna BOUNGUAB, Juliette LEMAIRE et MM Jean-Michel BADEL et Alain DUBUIS-PELLIZZARI**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1 à 3 de l'article 30.

Article 32 : Délégation directe et permanente est donnée à **(recrutement en cours)**, Chef du Service Domicile et Coordination et pilote de la Méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie (MAIA) couvrant le territoire de Privas, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence,

- 1) les correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Tous actes techniques spécifiques relevant du service
- 3) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes, notamment les décisions de versement afférentes aux subventions d'équipement ou de fonctionnement relatives à l'aide sociale dans le cadre de l'accueil familial des personnes âgées ou handicapées ;
- 3) les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 33 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Florence ALBOUY**, pilote de la MAIA couvrant le territoire de Privas, **Mme Elodie AIZAC**, pilote de la MAIA couvrant le territoire d'Annonay et **Mme Magali MAILLIER**, pilote de la MAIA couvrant le territoire d'Aubenas, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leur attributions et de leur domaine de compétence, les actes et correspondances en tant qu'ils se rapportent à la gestion courante des MAIA.

Article 34 : En cas d'absence ou d'empêchement de **(recrutement en cours)**, Chef du Service Domicile et Coordination, délégation est donnée à **M. Marcel ROSSO** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, tous actes et correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du service concernant l'accueil familial.

TITRE 4 : Direction de l'ACTION SOCIALE DE PROXIMITE et de l'INSERTION

Article 35 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Alice JARDIN**, Directrice de l'ACTION SOCIALE DE PROXIMITE et de l'INSERTION, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
- 3) Tous actes techniques relevant spécifiquement de la Direction ;
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 5) Les décisions relatives à la gestion individuelle du Revenu de Solidarité Active (RSA) qui ne sont pas déléguées aux organismes payeurs ;
- 6) Les décisions relatives à l'attribution des aides individuelles prises dans le cadre des aides au logement, relevant de ma compétence ;
- 7) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;
- 8) Les conventions afférentes aux aides au logement "très social privé" ou Programmes Sociaux Thématiques ;
- 9) Tous actes relatifs à l'octroi d'aides et de garanties d'emprunts au profit des organismes intervenant dans le domaine du logement social ;
- 10) Les demandes de subventions bilatérales au titre du FSE, ainsi que tout acte se rapportant à ces demandes ou sollicité par les instances habilitées au suivi, à l'évaluation et aux contrôles des subventions concernées.
- 11) Les actes et les décisions se rapportant aux MASP et aux MAESF, dont :
 - a) L'attribution, le renouvellement et l'interruption d'une MASP et/ou MAESF ;
 - b) Tous les actes en lien avec les autorités judiciaires ;
 - c) Les décisions relatives aux contrats d'accompagnement social ;
- 12) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

Article 36 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Brigitte PION**, Chef du Service Action Sociale et Logement, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence, les actes visés aux 1 à 4 et 6 à 7 de l'article 35.

Article 37 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Aline BOURGEAT**, Chef du Service Insertion, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1 à 5, 7 et 10 de l'article 35, dans le cadre de ses attributions et son domaine de compétence.

Article 38 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Carol PEYRONNET** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1, 2, 5 et 7 de l'article 35 en tant qu'ils se rapportent à la gestion courante du RSA

TITRE 5 : Directions TERRITORIALES D'ACTION SOCIALE

Article 39 : Délégation directe et permanente est donnée, dans la limite du ressort territorial de

chacune des Directions Territoriales d'action sociale :

- Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST, à **Mme Ginette GOURDON**, Directrice territoriale d'action sociale SUD-OUEST,
- Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE, à **Mme Clarisse VIALLE**, Directrice territoriale d'action sociale CENTRE
- Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD, à **Mme Catherine RAZE**, Directrice territoriale d'action sociale NORD,
- Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST, à **Mme Anne-Claire CAMPESE**, Directrice territoriale d'action sociale SUD-EST,

à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, dans la limite de leur compétence territoriale respective, les actes suivants :

- 1) Correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant du Territoire d'action sociale ainsi qu'à la gestion de la ACTP, de l'Aide-Ménagère, la PCH et de l'APA à domicile ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées par le service, toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes (y compris la gestion du fonds de l'aide à l'insertion) ;
- 3) Tous actes et conventions spécifiques au Territoire d'action sociale notamment dans les domaines de l'insertion, des personnes âgées, des personnes handicapées, des moyens du service et de la prévention sociale et médico-sociale de l'enfance, de la Protection Maternelle Infantile et qui comprend les actes suivants à l'exclusion de tout acte d'action éducative et les décisions à caractère médical :
 - les rapports de situation transmis aux autorités judiciaires,
 - les décisions relatives à la prise en charge d'un enfant dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance et en particulier :
 - Arrêtés d'admission ;
 - Contrats d'accueil provisoire et AED ;
 - Contrat " jeune majeur ", évaluations et enquêtes sociales ;
 - Tout acte financier lié à la prise en charge d'un enfant (transports, frais de loisirs...)
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements du personnel placé sous l'autorité du délégataire, et les autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire sauf les assistants familiaux ;
- 5) Les adaptations du plan d'aide des bénéficiaires de l'APA à domicile, rendues nécessaires par une augmentation du tarif des heures ménagères, sans que ces adaptations puissent conduire à une réduction du nombre d'heures d'aides ménagères effectuées ou à une réduction des autres prestations prévues au plan d'aide ;
- 6) Les pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes liées à l'ACTP, à l'Aide-Ménagère et à la PCH ;
- 7) Les actes administratifs spécifiques à l'APA à domicile, à l'ACTP, à l'Aide-Ménagère et à la PCH, dont notamment :
 - a) Les décisions d'attribution, de refus, de suspension ou de suppression de l'APA à domicile ;
 - b) Les décisions d'attribution, de refus, de suspension ou de suppression de l'Aide-Ménagère ;
 - c) Les décisions relatives au versement, à la suspension ou à la suppression du versement de l'ACTP et de la PCH ;
 - d) Les décisions se rapportant à la PCH et APA dite " d'urgence " ;
- 8) Les décisions individuelles relatives à la gestion du RSA et portant :
 - a) Renouvellement de droits ;
 - b) Accord pour avance sur droits supposés ;
 - c) Rejet d'une demande pour dossier incomplet ;
 - d) Attestation de droit ;
 - e) Interruption conservatoire du versement de l'allocation en cas de retour de correspondance "

n'habite pas à l'adresse indiquée ” ;

f) Rejet d'une demande pour non validation du contrat d'insertion, faisant suite à une radiation pour non validation du contrat d'insertion, entre le 5ème mois et le 12ème mois après la radiation ;

g) Décisions de suspension de l'allocation en cas de non élaboration ou de non renouvellement du contrat d'engagements réciproques lorsque l'allocataire ne se présente pas à un rendez-vous avec son référent ;

h) Les décisions individuelles relatives à l'orientation, les actions d'accompagnement et la réorientation des bénéficiaires du RSA soumis à droits et obligations et portant :

- Désignation du référent chargé de l'accompagnement ;
- Désignation du correspondant social ;
- Réorientation après avis de l'équipe pluridisciplinaire ;
- Validation ou refus de validation du contrat d'engagements réciproques ;
- Information du bénéficiaire de la mise en œuvre de la procédure de suspension.

9) Les agréments, avertissements et refus d'agréments d'assistants maternels et familiaux ;

10) Les dépôts de plainte à l'exclusion de ceux relatifs aux violences physiques à l'égard du personnel départemental sauf en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général adjoint Solidarités ;

11) Les décisions relatives à l'attribution des aides individuelles décidées dans le cadre des aides au logement ;

12) Les actes liés à l'exercice de l'autorité parentale délégués à l'Aide sociale à l'enfance du Département ou correspondant à des actes relatifs à la gestion de la vie quotidienne des enfants confiés au service ;

13) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

Article 40 : Délégation directe et permanente est donnée :

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST :

- **Mme le Docteur Véronique COMMARMOT**, Chef de Service Santé Famille,
- **Mme Sylvianne MUNCHIANDO**, Chef de Service Prévention,
- **M. Jean-François FARGIER**, Chef de Service Enfance,
- **Mme Véronique DERRIEN**, Chef de Service Insertion,
- **M. Matthieu COQUEREL** (à compter du 10 mars 2020 et jusqu'au 10 mai 2020, **Mme Marie-Laure CHAMBRON**), Chef de Service Autonomie.

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE :

- **Mme le Docteur Béatrice QUENARD**, Chef de Service Santé Famille,
- **Mme Evelynne NAVARRO**, Chef de Service Prévention,
- **M. Emmanuel COURTIAL**, Chef de Service Enfance,
- **Mme Sylvie GAILLARD**, Chef de Service Insertion,
- **Mme Isabelle JOLY**, Chef de Service Autonomie,

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD :

- **Mme Nathalie MATHEVET**, Chef de Service Santé Famille,
- **Mme Annouck FLACHER**, Chef de Service Prévention,
- **M. Philippe DEPIERRE-ETHUIN**, Chef de Service Enfance,
- **M. Rémy SAPET**, Chef de Service Insertion,
- **Mme Elisabeth IQUEL**, Chef de Service Autonomie.

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST :

- **Mme Tatiana MOURI**, Chef de Service Santé Famille,
- **Mme Sandra SAOULI**, Chef de Service Prévention,
- **Mme Mathilde BERGER**, Chef de Service Enfance,
- **Mme Morgane FLAUGERE**, Chef de Service Insertion,
- **Mme le Docteur Anne-Marie ORIVELLE** (à compter du 1^{er} mars 2020, **Mme le Docteur Frédérique ALLAIRE**), Chef de Service Autonomie.

à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans la limite de leur ressort territorial respectif, l'ensemble des actes mentionnés à l'article 39, à l'exclusion du 13.

Article 41 : Délégation est donnée à **M. Ludovic GREAUD**, Adjoint au Chef de Service Enfance de la Direction Territoriale d'action sociale SUD OUEST, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, et dans la limite de son ressort territorial, les actes visés à l'article 39 à l'exclusion du 13.

Article 42 : Délégation est donnée à **Mme Corinne NAUD**, Adjointe au Chef de Service Enfance de la Direction Territoriale d'action sociale SUD EST, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétence, et dans la limite de son ressort territorial, les actes visés à l'article 39 à l'exclusion du 13.

Article 43 : En cas d'absence ou d'empêchement conjoints du Directeur et du chef de service, délégation est donnée à :

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST, **Mme Sylvie CHASTAGNOL** ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE, **Mme Jocelyne NICOLAS** ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD, **Mme Martine DESPESSE** ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST, **Mme Laurence MANDIER** ;

à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, et dans la limite de leur compétence territoriale respective, tous les actes et courriers ainsi que les pièces financières relatives à la liquidation de l'APA, de l'ACTP, de l'Aide-ménagère et de la PCH.

Article 44 : En cas d'absence ou d'empêchement conjoints du Directeur et du Chef de Service, délégation permanente est donnée à :

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST, à **Mme Sandrine RIFFARD**, animatrice locale d'insertion ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE, à **Mme Sandrine LAFONT**, animatrice locale d'insertion ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD, à **Mme Elisabeth ROUDIER**, animatrice locale d'insertion ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST, à **Mme Chrystel DUPORT**, animatrice locale d'insertion ;

à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, et dans la limite de leur compétence territoriale respective, les décisions individuelles relatives à la gestion du RSA et portant :

- 1) Renouvellement de droits ;
- 2) Attestation de droits ;
- 3) Décisions individuelles portant désignation du référent chargé de l'accompagnement et/ou du correspondant social.

Article 45 : En cas d'absence ou d'empêchement conjoints du Directeur et du Chef de Service : délégation est donnée à :

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-OUEST, à **Mme Myriam SOUCHE**, secrétaire de PMI ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale CENTRE, à **Mme Chantal JAVELAS**, secrétaire de PMI ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale NORD, à **M. Guy MARQUIE**, secrétaire de PMI ;

Au titre de la Direction Territoriale d'action sociale SUD-EST, à **Mme Elisabeth MORENO**, secrétaire de PMI ;

à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs

attributions et de leur domaine de compétences, et dans la limite de leur compétence territoriale respective, les correspondances diverses et nécessaires au fonctionnement courant de la Direction Territoriale d'action sociale.

Article 46 : L'arrêté n° 2019-244 du 28 août 2019 est abrogé.

Article 47 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
 - et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon,
184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03,
- dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 48 : Le Directeur Général des Services Départementaux et les intéressés sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le **07 FEV. 2020**

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



07 FEV. 2020

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le

Identifiant de télétransmission : **175082**

07 FEV. 2020

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-99

Portant délégations de signature relatives à la Direction Générale des Services

LE PRESIDENT,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 3221-3 ;
- VU** l'élection de M. Laurent UGHETTO en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 10 juillet 2017 ;
- VU** l'arrêté portant organisation des services départementaux ;
- VU** l'arrêté portant délégations de signature relatives à la commande publique ;
- VU** l'arrêté n° 2019-324 du 15 novembre 2019 portant délégations de signature relatives à la Direction Générale des Services ;

CONSIDERANT que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

SUR proposition du Directeur Général des Services départementaux ;

ARRETE

Article 1^{er} : Sont exclusivement **réservés à ma signature**, sauf en cas d'urgence, d'absence ou d'empêchement concomitants, les actes suivants :

- Les actes portant autorisation, extension, refus d'autorisation ou d'extension, fermeture des établissements sociaux ou médico-sociaux relevant de ma compétence exclusive ou conjointe pris en application des articles L 312-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles (CASF) ;
- Les arrêtés de tarification des établissements pris en application de l'article L 314-1 du même code, ressortissant à la compétence exclusive ou conjointe du département pour lesquels le prix de journée demandé par l'établissement est supérieur d'au moins 10% au prix de journée de l'année précédente ;
- Les actes portant nomination sur emploi fonctionnel.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à **M. Antonin JIMENEZ**, Directeur Général des Services Départementaux, à l'effet de signer :

- 1) Tous actes et correspondances de toute nature se rapportant à l'activité et à la politique générale du Département de l'Ardèche;
- 2) Sur l'ensemble des lignes budgétaires gérées par le Département :
 - a) Toutes pièces financières relatives à la liquidation des dépenses et recettes ;
 - b) Les autorisations d'émission des commandements et des actes de poursuites adressés au comptable du département conformément à l'article R. 3342-8-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- 3) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 4) Les actes purement conservatoires, interruptifs de délais ou de déchéance, mentionnés à l'article L. 3221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'exclusion de ceux permettant d'interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif ;
- 5) Les conventions passées dans le cadre de la mise en jeu de la responsabilité de la collectivité, approuvées par la Commission Permanente ou l'assemblée départementale;
- 6) Les dépôts de plainte ;
- 7) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public ;
- 8) Tous les actes énumérés par le présent arrêté et les arrêtés portant délégations de signature relatives à la Direction Générale Adjointe Solidarités, à la Direction Générale Adjointe Patrimoine, Numérique, Mobilités, et, à la Direction Générale Adjointe Citoyenneté et Transition des Territoires.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Antonin JIMENEZ, délégation est donnée à **M. Philippe AUBERT**, Directeur Général Adjoint PATRIMOINE, NUMERIQUE, MOBILITES, à **Mme Emilie BRET**, Directrice Générale Adjointe CITOYENNETE ET TRANSITION DES TERRITOIRES, et, à **Mme Géraldine MALATIER**, Directrice Générale Adjointe SOLIDARITES, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés à l'article 2 du présent arrêté

TITRE 1 : Service ETUDES JURIDIQUES ET RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Article 4: Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Amélie HOUDART**, chef du service ETUDES JURIDIQUES ET RESSOURCES DOCUMENTAIRES pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes suivants :

1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du service, et notamment :

- Les réponses effectuées en matière pré-contentieuse et en matière d'assurance lorsque leur enjeu financier est inférieur à 20.000 € HT ;
- Les correspondances courantes relatives à l'exécution des marchés en matière de suivi contentieux ou pré-contentieux ;
- Les correspondances visant à donner instruction à un conseil du Département dans le domaine juridique ;
- Les indemnités de sinistres afférentes aux contrats d'assurance ;
- Les conventions d'indemnisations.

2) Les actes à caractère purement conservatoire, interruptifs de délai, de prescription ou de déchéance, les notifications par voie d'huissier, ainsi que les assignations, dans le cadre de dossiers contentieux ou pré-contentieux, à l'exclusion de ceux engageant une procédure juridictionnelle ou de ceux de nature à interdire à une décision juridictionnelle d'acquiescer un caractère définitif ;

3) Sous réserve des dispositions des 4 et 5, les observations et mémoires adressés aux différentes juridictions lorsqu'il ne s'agit ni du mémoire introductif d'instance, ni du premier mémoire en défense, sous les trois conditions cumulatives suivantes :

- absence de conclusions nouvelles du Département ;
- absence de moyens exposés par le Département soulevant un point de droit nouveau,
- absence de nouveaux éléments de fait dont la matérialité pourrait être contestée par la partie adverse.

4) Les observations et mémoires adressés :

- aux juridictions spécialisées de sécurité sociale et de l'aide sociale ;
- à la juridiction administrative dans le cadre de procédures d'urgence et dans le cadre du contentieux afférent à l'allocation de revenu de solidarité active ;
- aux juridictions administratives spécialisées de l'aide sociale.

5) Les réponses aux mémoires adressés par erreur au Département lorsque :

- leurs conclusions ne sont pas dirigées contre le Département ;
- leurs conclusions sont dirigées contre le Département mais, sans qu'il soit besoin d'examiner le fond du dossier, concernent à l'évidence une autre partie.

6) Les observations et mémoires relatifs aux contentieux liés à la carte mobilité, notamment, incluant la mention « stationnement »,

7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements, et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;

8) L'engagement des dépenses et la liquidation des pièces comptables dans la limite des crédits gérés par le service ;

9) Les conventions passées dans le cadre de la mise en jeu de la responsabilité de la collectivité, approuvées par la Commission Permanente ou l'Assemblée Départementale ;

10) Les dépôts de plainte ;

11) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Amélie HOUDART, délégation est donnée à **Mme Virginie LAFONT**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés au 1 de l'article 4 et les notifications par voie d'huissier.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Amélie HOUDART, délégation est donnée à **M. Matthieu JORAND**, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les notifications par voie d'huissier.

TITRE 2 : SECRETARIAT GENERAL ET RELATION A L'USAGER

Article 7 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Catherine CLERC**, Chef du Secrétariat Général et Relation à l'Usager, pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

- 1) Les actes et correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du service, dont notamment les états relatifs aux indemnités des conseillers généraux, les documents relatifs aux allocations retraites des élus et les copies certifiées conformes des actes du Département ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le Secrétariat Général et Relation à l'Usager :
 - a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des dépenses ;
 - b) Toute pièce financière relative à l'engagement et à la liquidation des dépenses et recettes dans la limite des crédits gérés par le Secrétariat Général et Relation à l'Usager ;
- 3) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 8 : Délégation directe et permanente est donnée **Mme Laurence LIANZON**, Adjointe au Chef de Service, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés au 1 à 3 de l'article 7.

Article 8 : En cas d'empêchement ou d'absence conjoints de Mmes Catherine CLERC et Laurence LIANZON, délégation de signature est donnée à **Mme Annie LEDOUX**, pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1 et 2 de l'article 7.

Article 9 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Mélanie CHADOURNE**, et **MM. Sébastien CORTIAL, Frédéric LHOTEL et Philippe MOUTON**, pour signer, sous mon contrôle et ma responsabilité, le registre d'émargement accusant réception des lettres recommandées.

TITRE 3: DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Article 10 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Oriane LEPORCHER**, Directrice des RESSOURCES HUMAINES, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par la Direction :
 - a) les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des dépenses ;
 - b) les états concernant les traitements et rémunérations du personnel départemental ;
 - c) les décisions de versement des subventions allouées à l'Amicale du Personnel ;
 - d) les décisions de versement de la dotation de fonctionnement allouée aux organisations syndicales de la collectivité ;
- 3) Les conventions et avenants pris en application des décisions de l'Assemblée ou de la Commission Permanente à l'exclusion de celles qui ont une portée large valorisant la politique

départementale ;

4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;

5) Les ordres de mission permanents des agents de la collectivité ;

6) A) Tous les arrêtés, actes administratifs, ampliements et notifications liés à la carrière des agents et à l'exercice de leur activité, à l'exception :

a) des décisions de sanction disciplinaire ;

b) des actes portant constat d'abandon de poste.

B) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Antonin JIMENEZ, les actes visés aux 6 A a, b et c du présent article.

7) Les contrats de travail conclus pour les besoins temporaires pour les agents des catégories A, B et C, à l'exclusion des contrats à durée indéterminée ainsi que des recrutements d'agents de catégorie A effectués en application de l'article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 consolidée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

8) Les conventions de stage et tous actes y afférents ;

9) Toutes correspondances et décisions en application des délibérations de l'assemblée départementale relatives à l'action sociale en faveur du personnel départemental ;

10) Les arrêtés portant nomination des régisseurs ;

11) Les dépôts de plainte ;

12) L'ensemble des actes prévus aux articles 11 à 18.

Article 11 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Oriane LEPORCHER, délégation est donnée à **Mme Stéphanie BADEL**, Directrice Adjointe, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions les actes de l'article 10.

Article 12 : Délégation directe et permanente est donnée **Mme Tiphaine LYS-TESTANIERE**, chargée de mission coordination et pilotage RH, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes suivants:

1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du pôle ressources et pilotage ;

2) Les attestations courantes concernant la masse salariale.

Article 13 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Cindy MASSENET**, Chef du Service Carrières et Rémunérations, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du service ;

2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service :

a) les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des dépenses ;

b) les états concernant les traitements et rémunérations du personnel départemental.

3) Les conventions et avenants pris en application des décisions de l'Assemblée ou de la Commission Permanente à l'exclusion de celles qui ont une portée large valorisant la politique départementale ;

4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;

5) Les actes mentionnés au 6 et 9 de l'article 10 ;

6) La signature des évaluations ou notations définitives des agents lorsque celles-ci sont conformes aux propositions signées par le Directeur Général des Services, le Directeur ou Directeur Général Adjoint concerné, ainsi qu'à l'avis de la Commission Administrative Paritaire ;

7) Les actes mentionnés aux 7 à l'exclusion de ceux concernant des agents du niveau de la catégorie A, et 10 de l'article 10.

Article 14 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Laurence GUIGON**, Adjointe au Chef de Service, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, l'ensemble des actes mentionnés à l'article 13 à l'exception de ceux mentionnés au 4). En cas d'absence ou d'empêchement de Mme

Cindy MASSENET, les actes visés au 4) de l'article 13.

Article 15 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Aurélie BILLAUX, Marie BIZIEN, Christine ISSOSTA, Michèle CHALVET, Christine FAURE, Lorène TROADEC, Annick PIERI, Fanny HUGUENY, Julie LEMERCIER, Bénédicte MOTTE, Brigitte CHAZE et Stéphanie SEVEYRAC**, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes suivants, en tant qu'ils entrent dans le cadre de leurs attributions :

- 1) Les convocations des agents aux visites médicales rendues nécessaires par la réglementation ;
- 2) Le règlement des frais médicaux aux médecins et experts ;
- 3) Les attestations courantes nécessaires à l'exercice des fonctions des agents, dont notamment :
 - les déclarations uniques d'embauche adressées à l'URSSAF ;
 - les attestations ASSEDIC ;
 - les attestations à adresser à la Caisse d'Allocations Familiales ;
 - les attestations mentionnant les périodes d'emploi d'un agent dans la collectivité.
- 4) L'état de liquidation des heures effectuées par les agents réalisant des heures supplémentaires, comprenant un relevé présenté par l'agent et visé par le chef de service ;
- 5) Les prises en charge des dépenses engagées par la collectivité, relatives aux frais médicaux générés par les agents ;
- 6) Les arrêtés d'avancement d'échelon ;
- 7) Les demandes d'avis préalable et les demandes de liquidation de pension CNRACL ;

Article 16 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Stéphanie BADEL**, Chef du Service Formation, Mobilité, Recrutement, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

- 1) Les correspondances nécessaires au fonctionnement du service ;
- 2) Les ordres de missions ponctuels pour les agents partant en formation sauf ceux concernant le personnel d'encadrement ;
- 3) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service :
 - a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des dépenses ;
 - b) les factures liées à l'activité du service ;
- 4) Les conventions et avenants pris en application des décisions de l'Assemblée ou de la Commission Permanente à l'exclusion de celles qui ont une portée large valorisant la politique départementale ;
- 5) Les attestations de formation ;
- 6) Les actes mentionnés au 8 de l'article 10 ;
- 7) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 17 : Délégation directe et permanente de signature est donnée à **Mmes Emilie BOYER, Isabelle ESTEOULLE, Martine BRET, Sonia CLOEZ, Anaïs HABAUZIT et MM. Pascal GUEFFIC et Corentin BARBE** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés aux 1 et 3 de l'article 16, en tant qu'ils entrent dans le cadre de leurs attributions.

Article 18: Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Magalie DABRIGEON**, Conseillère en prévention et Adjointe au Chef du Service Vie au Travail, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

- 1) Les correspondances nécessaires au fonctionnement du service ;
- 2) Sur les lignes budgétaires gérées directement par le service :
 - a) les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir engagement et ordonnancement des dépenses ;
 - b) les factures liées à l'activité du service.
- 3) Les conventions et avenants pris en application des décisions de l'Assemblée ou de la Commission Permanente à l'exclusion de celles qui ont une portée large valorisant la politique départementale ;
- 4) Les attestations, habilitations et actes de toute nature relatifs à la santé et à la sécurité au travail

;

- 5) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 6) Toutes correspondances et décisions en application des délibérations de l'assemblée départementale relatives à l'action sociale en faveur du personnel départemental.

Article 19 : En cas d'absence ou d'empêchement conjoints de **Mmes Oriane LEPORCHER** et **Stéphanie BADEL**, **Mmes Cindy MASSENET**, et **Magalie DABRIGEON** sont habilitées à signer l'ensemble des actes visés à l'article 10 du présent arrêté.

TITRE 4 : Direction FINANCES, APPUI et CONSEIL

Article 20 : Délégation directe et permanente est donnée à **M. Philippe BONINO**, Directeur des FINANCES, APPUI ET CONSEIL, pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

- 1) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant de la Direction, y compris les lettres de transmission des décisions de subvention, de demandes de renseignements ou de pièces complémentaires ;
- 2) Sur l'ensemble des lignes budgétaires gérées par le Département :
 - a) Les attestations des services ou prestations réalisées correspondantes pour valoir liquidation des dépenses ainsi que les certificats de paiement afférents aux lignes de subventions gérées par la Direction ;
 - b) les états liquidatifs des sommes dues aux organismes bancaires dans le cadre des opérations de gestion de la dette et de la trésorerie ;
 - c) Les autorisations d'émission des commandements et des actes de poursuites adressés au comptable du département conformément à l'article R. 3342-8-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- 3) Les arrêtés, décisions, conventions et avenants pris en application des décisions exécutoires de l'Assemblée Départementale, de la Commission Permanente ou du Président du Conseil Général, notamment les conventions de garantie d'emprunt et les contrats de prêt, à l'exclusion de ceux qui ont une portée large valorisant la politique départementale ;
- 4) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 5) Les arrêtés relatifs à la création, à la modification, au fonctionnement et à la suppression des régies d'avances et de recettes, à l'exception de ceux portant nomination des régisseurs ;
- 6) L'ensemble des actes relatifs à la gestion comptable en dépenses et en recettes, notamment :
 - Bordereaux de mandats,
 - Bordereaux d'annulation suite à rejet du Payeur,
 - Certificats de ré-imputation,
 - Ordres de reversement,
 - Note individuelle indiquant à un Service les difficultés liées au traitement d'une pièce comptable,
 - Ordres de paiement,
 - Déclarations de perte,
 - Bordereaux de titres,
 - Liquidation des recettes,
 - Attestations du caractère exécutoire des pièces dématérialisées, dont notamment les arrêtés et décisions, les délibérations, les certificats de paiement des subventions, et les états de frais de déplacement et ordres de missions.
- 7) Les tirages et remboursements :
 - a) sur emprunts ;
 - b) sur emprunts revolving et lignes de trésorerie ;
- 8) Les opérations d'arbitrage sur contrats de prêts et lignes de trésorerie, ainsi que la conclusion d'opérations de couverture en application des décisions du Président et la signature des

confirmations y afférentes ;

9) Les arrêtés relatifs à l'accueil de collaborateurs occasionnels du service public.

Article 21 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe BONINO, délégation est donnée à **Mme Elodie RIDAO DEFECQUES**, Directrice Adjointe et Chef du service de Pilotage, Conseil de Gestion et Evaluation, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes visés à l'article 20.

Article 22 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Elodie RIDAO DEFECQUES**, Chef du service de Pilotage, Conseil de Gestion et Evaluation, à l'effet de signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de ses attributions et de son domaine de compétences, les actes suivants :

- 1) Les actes et correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du service ;
- 2) Tous les actes et rapports relatifs aux contrôles qualité gestion internes de la Subvention Globale " Fonds Social Européen " PRESAGE n ° 39 337 exceptés les actes et rapports relatifs à la gestion de l'assistance technique de la Subvention Globale " Fonds Social Européen " ;
- 3) Les congés annuels des agents, ordres de missions, frais de déplacements et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire.

Article 23 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elodie RIDAO DEFECQUES, délégation est donnée à **Mmes Nathalie DHORMES, Nathalie VILLOT, Marlène PARAT** et à **MM. Philippe DAUTRY et Thomas JOURDAN BOURBON** à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes visés au 1 de l'article 20.

Article 24 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Isabelle TABARDEL**, Chef du Service Gestion Comptable, Dette et Trésorerie, à l'effet de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

- 1) Les actes visés aux 2 b, 6, 7 et 8 de l'article 20 ;
- 2) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacement et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 3) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du Service.

Article 25 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mmes Dominique MUNIER, Emilie CRESSON, Bernadette FEROUL, Véronique CLARET** pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, dans le cadre de leurs attributions et de leur domaine de compétences, les actes visés aux 6 et 7 b de l'article 20.

Article 26 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Evelyne GIRALDON**, Chef du Service Programmation Financière, aux fins de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité :

- 1) Les actes visés au 6 de l'article 20 ;
- 2) Les congés annuels des agents, ordres de mission, frais de déplacement et autres actes concernant la gestion du personnel placé sous l'autorité du délégataire ;
- 3) Les correspondances diverses nécessaires au fonctionnement courant du Service ;
- 4) les actes relatifs à l'instruction de demandes de subventions dans le cadre de la Subvention Globale " Fonds Social Européen " au titre de l'assistance technique, du rapport de contrôle du service fait, du rapport de contrôle des visites sur place.

Article 27 : Délégation directe et permanente est donnée à **Mme Emmanuelle VERHOEVEN**, aux fins de signer, en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, les actes relatifs à l'instruction de demandes de subventions dans le cadre de la Subvention Globale " Fonds Social Européen " au titre de l'assistance technique, du rapport de contrôle du service fait, du rapport de contrôle des visites sur place.

Article 28 : L'arrêté n°2019-324 du 15 novembre 2019 est abrogé.

Article 29 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 30 : Le Directeur Général des Services départementaux et les intéressés sont, chacun pour ce qui le concerne, chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Fait à Privas le **07 FEV. 2020**

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



07 FEV. 2020

Reçu à la Préfecture le
Affiché en l'Hôtel du département le **07 FEV. 2020**
Identifiant de télétransmission : **n° 175093**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Delphine DORSO-GILLES
BP 737
07007 Privas Cedex
ddorsogilles@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-100

Portant fixation, au titre de l'année 2020, du prix de journée du Foyer Hébergement de la Croix-Rouge française

LE PRESIDENT,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, livre 3eme, notamment les articles L312-1, L 314-1 et suivants;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, partie réglementaire, livre 3ème, notamment les articles R. 314-1 à 314-204

VU les propositions budgétaires et tarifaires présentées par les responsables de l'établissement ;

VU l'activité prévisionnelle du Foyer Hébergement de la Croix-Rouge Française arrêté à 28 382 journées,

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités,

ARRETE

ARTICLE 1 : Pour l'exercice 2020, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer Hébergement de la Croix Rouge française sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	542 050€	3 670 189 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 630 046 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	498 093 €	

	Groupes fonctionnels	Montant (€)	Total (€)
Recettes	Groupe I Produit de la tarification hébergement	3 394 658 €	3 670 189 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	275 531 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables		

ARTICLE 2 :

Le prix de journée applicable aux adultes handicapés hébergés dans le Foyer Hébergement de BEAUCHASTEL est fixé comme il suit :

Le prix de journée applicable pour l'année 2020 est fixé à : 119,60 €

	Tarif proratisé applicable du 01/02/2020 au 31 décembre 2020	Tarif applicable à compter du 1^{er} janvier 2021, dans l'attente d'une nouvelle tarification
Tarif journalier Foyer Appartement	119,60 €	119,60 €

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai de un mois à compter de la date de la présente notification auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (Cour administrative de Lyon – Palais des juridictions administratives - 184 rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 3).

ARTICLE 4 :

La Directrice Générale Adjointe Solidarités, la Directrice du Foyer Hébergement de la Croix-Rouge française sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 31/01/2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 11/02/2020
Notifié le 13/02/2020
Identifiant de télétransmission : 175105



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Virginie LAFONT
BP 737
07007 Privas Cedex
Tél : 04.75.66.77.66
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-102

Fixant la composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du Département de l'Ardèche

LE PRESIDENT,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 consolidée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 consolidée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 33-1 de la loi du 26 janvier 1984 ;

VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 consolidé relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

VU le décret n° 85-603 consolidé du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale et notamment le titre IV;

VU la délibération de l'organe délibérant du 14 mai 2018 fixant à 8 le nombre de représentants titulaires au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de l'Ardèche ;

VU le procès-verbal relatif à l'élection des représentants du personnel du comité technique en date du 6 décembre 2018 ;

VU l'arrêté n°2019-282 du 5 septembre 2019 fixant la composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du Département de l'Ardèche ;

SUR PROPOSITION de M. le Directeur général des services départementaux ;

ARRETE

Article 1er : sont désignés pour représenter le Département au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de la collectivité départementale,

en qualité de titulaires :

- ☐ Mme Bérengère BASTIDE, Vice-présidente du Conseil Départemental
- ☐ Mme Martine FINIELS, Vice-présidente du Conseil Départemental
- ☐ Mme Laetitia BOURJAT, Conseillère Départementale
- ☐ M. Antonin JIMENEZ, Directeur général des services
- ☐ M. Philippe AUBERT, Directeur général adjoint Patrimoine, Numérique, Mobilités
- ☐ Mme Géraldine MALATIER, Directrice générale adjointe Solidarités
- ☐ Mme Oriane LEPORCHER, Directrice des ressources humaines
- ☐ Mme Clarisse VIALLE, Directrice territoriale d'action sociale Centre

en qualité de suppléants :

- ☐ M. Max CHAZE, Conseiller Départemental délégué
- ☐ M. Raoul L'HERMINIER, Conseiller Départemental délégué
- ☐ Mme Camille JULLIEN, Conseillère Départementale
- ☐ Mme Emilie BRET, Directrice générale adjointe Citoyenneté et Transition des Territoires
- ☐ M. Yann BACCONNIER, Directeur des routes et des mobilités
- ☐ Mme Catherine BERNE, Directrice de l'éducation, de la jeunesse et la vie associative
- ☐ M. Didier CHATEAU, Directeur de l'immobilier, des achats et des moyens
- ☐ M. Marc VOLLE, Directeur enfance, santé, famille

Article 2 : Mme Bérengère BASTIDE, Vice-présidente du Conseil Départemental, assure la présidence du CHSCT.

Article 3 : Sont désignés pour représenter le personnel départemental au sein du CHSCT de la collectivité départementale,

en qualité de titulaires :

- ☐ syndicat CGT : M. Jean-Marie SYLVESTRE, Mme Caroline FAYETTE, Mme Anne-Marie NOGARET, M. Sébastien PETIT
- ☐ syndicat CFDT : M. Aurélien THOUET, Mme Marianne MARTINEZ

- ☐ syndicat FO : M. Cédric BELOT, Mme Nadège VALLA

en qualité de suppléants :

- ☐ syndicat CGT : M. Didier FERRAND, Mme Concepcion MONZO, M. Philippe DAUTRY, M. Joël MARNAS
- ☐ syndicat CFDT : Mme Marie-Christel CHAUVET, Mme Lise FAY
- ☐ syndicat FO : Mme Laure GRATOL, M. Alain CONDOR

Article 4 : En application des articles 4-1 et 29 du décret n° 85-603, assistent de plein droit aux réunions du comité avec voix consultative :

- ☐ les médecins de prévention : le Docteur Patrick BONSON et le Docteur Marie-Ange TEMPLE
- ☐ le conseiller de prévention : Mme Magalie DABRIGEON et M. Maxime DRELY

Article 5 : L'arrêté 2019-282 du 5 septembre 2019 est abrogé.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON cedex 3, dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Article 8 : Le Directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Privas le **07 FEV. 2020**

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



07 FEV. 2020

Reçu à la Préfecture le
Affiché en l'Hôtel du département le **07 FEV. 2020**
Identifiant de télétransmission : **n° 175195**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-120

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de l'Établissement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) "Au fil du Rhône" à Serrière.

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7461 et Conseil Départemental n° 2017-96 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CENTRE HOSPITALIER DE SERRIERES » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « EHPAD AU FIL DU RHONE » situé à SERRIERES;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 24 932 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « AU FIL DU RHONE » à SERRIERES est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} mars 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans, Chambre simple	50,06 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	67,43 €*

*dont part hébergement **50,09 €** et part dépendance 17,34 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « AU FIL DU RHONE » à SERRIERES sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	1 320 537,44 €
Reprise de déficit	0,00 €
TOTAL CHARGES autorisées	1 320 537,44 €
TOTAL PRODUITS	1 320 537,44 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	1 246 537,44 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « EHPAD AU FIL DU RHONE » à SERRIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **24 FEV. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 24/02/2020
Notifié le 28/02/2020
Identifiant de télétransmission : 175483

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Juliette LEMAIRE
BP 737
07007 Privas Cedex
jlemaire@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-123

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à l'hébergement de la résidence "LE ROCHER DE MIDI" à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU l'arrêté en date du 19 mai 2009 portant autorisation de création d'un logement-foyer délivrée au « CCAS DE MONTPEZAT-SOUS-BAUZON » pour le fonctionnement de la « RESIDENCE LE ROCHER DE MIDI » située à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités, Education, Jeunesse;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents âgés de 60 ans et plus de la « RÉSIDENCE LE ROCHER DE MIDI » à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} mars 2020
Tarif journalier hébergement permanent - Chambre simple	30.72 €
Tarif journalier hébergement permanent - Chambre double	23.21 €

ARTICLE 2 : Les tarifs restauration, applicables aux résidents de la « RÉSIDENCE LE ROCHER DE MIDI » à MONTPEZAT-SOUS-BAUZON sont fixés, à compter du 1^{er} mars 2020 :

Repas	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} mars 2020
Petit déjeuner	1.50 €
Déjeuner	4.50 €
Goûter	1.00 €
Souper	4.00 €

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 4 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Education, Jeunesse, le PRESIDENT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE MONTPEZAT-SOUS-BAUZON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **24 FEV. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le 24/02/2020
Notifié le **26 FEV. 2020**
Identifiant de télétransmission : 175561

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Matthieu JORAND
BP 737
07007 PRIVAS Cedex
Tel. 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-124

Fixant la composition de la Commission d'homologation des téléservices

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.3211-2 et L.3221-3

VU le Code des Relations entre le Public et l'Administration, notamment les articles L112-8 et suivants

VU le règlement n° UE 2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE,

VU la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles,

VU l'Ordonnance n°2005-1516 consolidée du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives,

VU le Décret n° 2010-112 consolidée du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'Ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives,

VU le Référentiel Général de Sécurité en vigueur,

VU l'élection de M. Laurent UGHETTO en qualité du Président du Conseil Départemental en date du 10 juillet 2017,

VU l'arrêté n° 2017-246 du 17 juillet 2017 fixant la composition de la commission d'homologation des téléservices

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux

ARRETE

Article 1 : La Commission d'Homologation est l'entité chargée au sein du Département de l'Ardèche d'attester formellement auprès des utilisateurs de téléservices qu'ils sont protégés conformément aux objectifs de sécurité du Règlement Général de Sécurité (RGS) fixés en application de l'article 3 du décret n°2010-112 du 2 février 2010.

Article 2 : La Commission d'Homologation est l'entité chargée au sein du Département de l'Ardèche d'attester formellement que les données personnelles des utilisateurs sont gérées conformément au Règlement Général de Protection des Données (RGPD) du 25 mai 2018, en application de l'article 35 « Analyse d'impact relative à la protection des données » et de l'article 36 « Consultation préalable ».

Article 3 : La Commission est composée comme suit :

Elu, représentant le Président du Conseil Départemental :

- Mme Bérandère Bastide, Quatrième vice-présidente du Conseil Départemental, en charge des ressources humaines, du dialogue social et de l'administration générale, ou son représentant nommément désigné.

Représentants de l'administration :

- Le Directeur Général des Services, ou son représentant
- Le Directeur des Systèmes d'Information, ou son représentant
- Le Délégué à la Protection des Données
- Le Chef du Service Etudes Juridiques et Ressources Documentaires, ou son représentant

Experts :

- Le Directeur thématique en charge du dossier, ou son représentant
- Le Chef de projet informatique en charge du téléservice, ou son représentant
- Le chef de projet « métier » ou son représentant

Article 4 : La Commission est placée sous l'autorité de Mme Bérandère Bastide, ou son représentant nommément désigné, qui en assure la présidence.

A ce titre, délégation directe et permanente lui est donnée aux fins de signer en mon nom et sous ma responsabilité les procès-verbaux de la Commission, les arrêtés d'homologation au RGS et au RGPD, ainsi que tous les rapports et correspondances diverses liés au fonctionnement de la Commission.

Article 5 : Le secrétariat de la Commission est assuré par le Service Etudes Juridiques et Ressources Documentaires.

Deux procès-verbaux sont établis pour chaque téléservice examiné. Ils mentionnent l'avis de la Commission et les réserves, ainsi que les instructions du représentant du responsable du traitement des données le cas échéant.

Le Procès-verbal d'homologation simultanée RGS et RGPD type à destination des usagers est joint en annexe 1.

Le Procès-verbal d'homologation simultanée RGS et RGPD type à usage exclusivement interne ou à destination de la CNIL est joint en annexe 2.

Article 6 : l'arrêté n° 2017-246 du 17 juillet 2017 est abrogé

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet :

- D'un recours gracieux
- D'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Dugesclin – 69433 LYON Cedex 03 / citoyens.telerecours.fr) dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Article 8 : Le Directeur Général des Services et les intéressés sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Privas le 26 FEV. 2020

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 26 FEV. 2020
Affiché en l'Hôtel du département le 26 FEV. 2020
Identifiant de télétransmission : 175576

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Matthieu JORAND
BP 737
07007 PRIVAS Cedex
Tel. 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

DÉCISION n°2020-125

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association des documentalistes des collectivités territoriales "Interdoc" pour l'année 2020

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu l'adhésion du 22 septembre 2000 à l'association Interdoc,

Vu la délibération du Conseil départemental n°6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil département, notamment son paragraphe 7,

Vu la décision n° 2019-19 du 23 janvier 2019 portant renouvellement de l'adhésion à l'association des documentalistes des collectivités territoriales « Interdoc » pour l'année 2019,

Considérant que l'association Interdoc vise d'une part à favoriser les échanges pratiques sur les problèmes professionnels rencontrés par les documentalistes de collectivités territoriales et d'autre part à permettre la mise en place d'outils documentaires adaptés,

Considérant que l'association exerce une activité d'assistance et de conseils auprès de ses membres et représente les documentalistes auprès des instances de la fonction publique,

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental,

DECIDE

Article 1^{er} : Le Département renouvelle son adhésion à l'association Interdoc pour l'année 2020.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de la mise en oeuvre de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 26 FEV. 2020

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



26 FEV. 2020

Reçu à la Préfecture le

Affiché en l'Hôtel du département le 26 FEV. 2020

ID: 175642

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Matthieu JORAND
BP 737
07007 PRIVAS Cedex
Tel. 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

DÉCISION n°2020-127

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2020

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil Départemental n° 0.72.1 du 30 novembre 2015 autorisant l'adhésion à l'association ADIRA,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental, notamment son paragraphe 7,

Vu la décision n° 2019-69 du 8 février 2019 portant renouvellement de l'adhésion à l'association ADIRA pour l'année 2019

Considérant que l'association ADIRA, est une structure d'accueil et de mise en relation de tous les acteurs régionaux des technologies de l'information ;

Considérant que cette association, a pour objet d'établir une concertation entre ses adhérents afin d'étudier toutes les questions intéressant les systèmes d'information et les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental ;

DECIDE

Article 1^{er} : Le Département renouvelle son adhésion à l'association **ADIRA** pour l'année 2020.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur des systèmes d'information sont chargés de la mise en oeuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 26 FEV. 2020

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 26 FEV. 2020

Affiché en l'Hôtel du département le 26 FEV. 2020

ID: 175707

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Matthieu JORAND
BP 737
07007 PRIVAS Cedex
Tel. 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

DÉCISION n°2020-128

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association COTER CLUB pour l'année 2020

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil Départemental n° 0.75.1 du 6 juillet 2015 autorisant l'adhésion à l'association Coter Club,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental, notamment son paragraphe 7,

Vu la décision n° 2019-68 du 8 février 2019 portant renouvellement de l'adhésion à l'association Coter Club pour l'année 2019

Considérant que l'association Coter Club, située au carrefour des différents métiers des systèmes d'information et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, a pour mission la veille technologique et de proposer des activités s'y rapportant ;

Considérant que cette association, importante dans le monde de l'informatique sur le territoire, met en œuvre un congrès annuel et des groupes de travail ;

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental ;

DECIDE

Article 1^{er} : Le Département renouvelle son adhésion à l'association **Coter Club** pour l'année 2020.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur des systèmes d'information sont chargés de la mise en oeuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le **26 FEV. 2020**

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le **26 FEV. 2020**

Affiché en l'Hôtel du département le **26 FEV. 2020**

ID: 175712

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Dir Etude Juridique et Ressources
Documentaires

Matthieu JORAND
BP 737
07007 PRIVAS Cedex
Tel. 04.75.66.71.14
sejrd@ardeche.fr

DÉCISION n°2020-129

Portant renouvellement de l'adhésion à l'association CAP DEMAT pour l'année 2020

LE PRESIDENT,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 3211-2,

Vu la délibération du Conseil départemental n° 6.17.2 du 17 juin 2019 donnant délégation au Président du Conseil départemental, notamment son paragraphe 7,

Vu la délibération du Conseil Départemental n° 6.33.1 du 14 mai 2018 autorisant l'adhésion à l'association Capdémat,

Vu l'arrêté n°2019-71 du 8 février 2019 portant renouvellement de l'adhésion à l'association Capdémat pour l'année 2019

Considérant que la Communauté Capdémat, est une association de collectivités ouverte aux acteurs publics désirant s'investir dans un projet novateur et orienté vers l'amélioration de la relation entre les usages et les services publics locaux ;

Considérant que l'adhésion du Département à cette association présente à cet égard un intérêt départemental ;

DECIDE

Article 1^{er} : Le Département renouvelle son adhésion à l'association **Capdémat** pour l'année 2020.

Article 2 : La présente décision pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux et le Directeur des systèmes d'information sont chargés de la mise en oeuvre de la présente décision, qui sera notifiée à ladite association et publiée au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Privas le 26 FEV. 2020

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 26 FEV. 2020
Affiché en l'Hôtel du département le 26 FEV. 2020
ID : 175716



LE DÉPARTEMENT

ardèche
LE DÉPARTEMENT

ARRETE INTERDEPARTEMENTAL

Département de la Drôme n° **20-DAS-0023** Département de l'Ardèche n° **2020-105**

portant barème de rémunération de la mission d'assistance technique à
l'assainissement collectif pour les communes et établissements publics
de coopération intercommunale éligibles

La présidente du Conseil départemental de la Drôme,
Le président du Conseil départemental de l'Ardèche,

Vu l'article L 3232-1-1 du Code général des collectivités territoriales tel que codifié par l'article 73 de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

Vu les articles R 3232-1, et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales tels que codifiés par le décret n° 2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé des collectivités territoriales du 21 octobre 2008 relatif à la définition du barème de rémunération de la mission d'assistance technique dans le domaine de l'eau définie par l'article L. 3232-1-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°6710 du Conseil Départemental de la Drôme du 18 novembre 2019 relative à l'approbation de la convention de partenariat entre les départements de la Drôme et de l'Ardèche définissant les modalités d'intervention du Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration (S.A.T.E.S.E.) bi-départemental ;

Vu la délibération n°3.35.1 du Conseil Départemental de l'Ardèche du 2 décembre 2019 relative à l'approbation de la convention de partenariat entre les départements de la Drôme et de l'Ardèche définissant les modalités d'intervention du Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration (S.A.T.E.S.E.) bi-départemental ;

Vu la convention de partenariat sur les modalités d'intervention du S.A.T.E.S.E. bi-départemental en date du 16 janvier 2020 ;

Considérant les coûts directs et indirects du service, notamment les charges de fonctionnement courant du service, les charges de personnel, les amortissements des immobilisations et les charges liées aux services communs ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} - CHAMP D'APPLICATION DES TARIFS

Les départements de l'Ardèche et de la Drôme décident d'appliquer une tarification identique à destination de l'ensemble des communes et des établissements publics de coopération intercommunale des deux départements faisant appel au S.A.T.E.S.E. bi-départemental.

Article 2 – TARIFICATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Les tarifs applicables pour les prestations réalisées à partir de l'année 2020 dans les départements de la Drôme et de l'Ardèche sont les suivants :

Nombre de STEP suivies par le SATESE dans la collectivité	POPULATION DGF				EPCI
	Communes de moins 500 habitants	Communes de 500 à 1000 habitants	Communes de 1000 à 2000 habitants	Communes de plus de 2000 habitants	
Suivi d'1 STEP	294 €	378 €	651 €	1008 €	Somme des montants qui auraient été appliqués à chaque commune ayant transféré sa compétence assainissement collectif
Par STEP supplémentaire	147 €	189 €	326 €	504 €	
Dans le cas de stations d'épuration assurant le traitement des effluents de plusieurs communes, la population à considérer pour l'application du tarif est la somme des populations DGF de chacune des communes raccordées à l'ouvrage.					

Article 3 – REVISION ANNUELLE DE LA TARIFICATION

La tarification décrite dans l'article 2 du présent arrêté sera révisée chaque année par application de la formule suivante :

$$T_n = T_o \times \text{ING}_n / \text{ING}_o$$

Avec :

T_o : tarification de l'année 2020 telle que décrite dans le tableau de l'article 2 du présent arrêté.

T_n : tarification révisée pour l'année n, le montant retenu étant arrondi à l'euro supérieur.

ING : index ING de la série bâtiment, travaux publics et divers de la construction publié par l'INSEE et relatif aux prestations d'Ingénierie



LE DÉPARTEMENT

ardèche
LE DÉPARTEMENT

ING₀ : index ING du mois de janvier 2020

ING_n : index ING du mois de janvier de l'année n

Article 4 – MODIFICATION DE LA TARIFICATION

Toute modification des tarifs autre que la révision prévue à l'article 3 fera l'objet d'un nouvel arrêté.

Article 5 - EXECUTION DU PRESENT ARRETE

Monsieur le Directeur Général des services départementaux du Département de la Drôme, et Monsieur le Directeur Général des services départementaux du Département de l'Ardèche sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité de la Drôme et de l'Ardèche, affiché à l'Hôtel des Départements de la Drôme et de l'Ardèche et publié au Recueil des Actes Administratifs des Départements de la Drôme et de l'Ardèche.

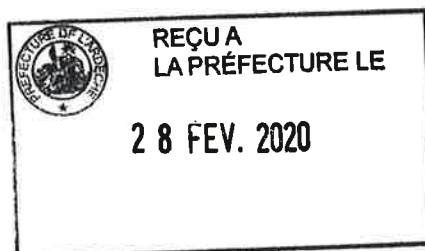
Fait à Valence, le 11 FEV. 2020

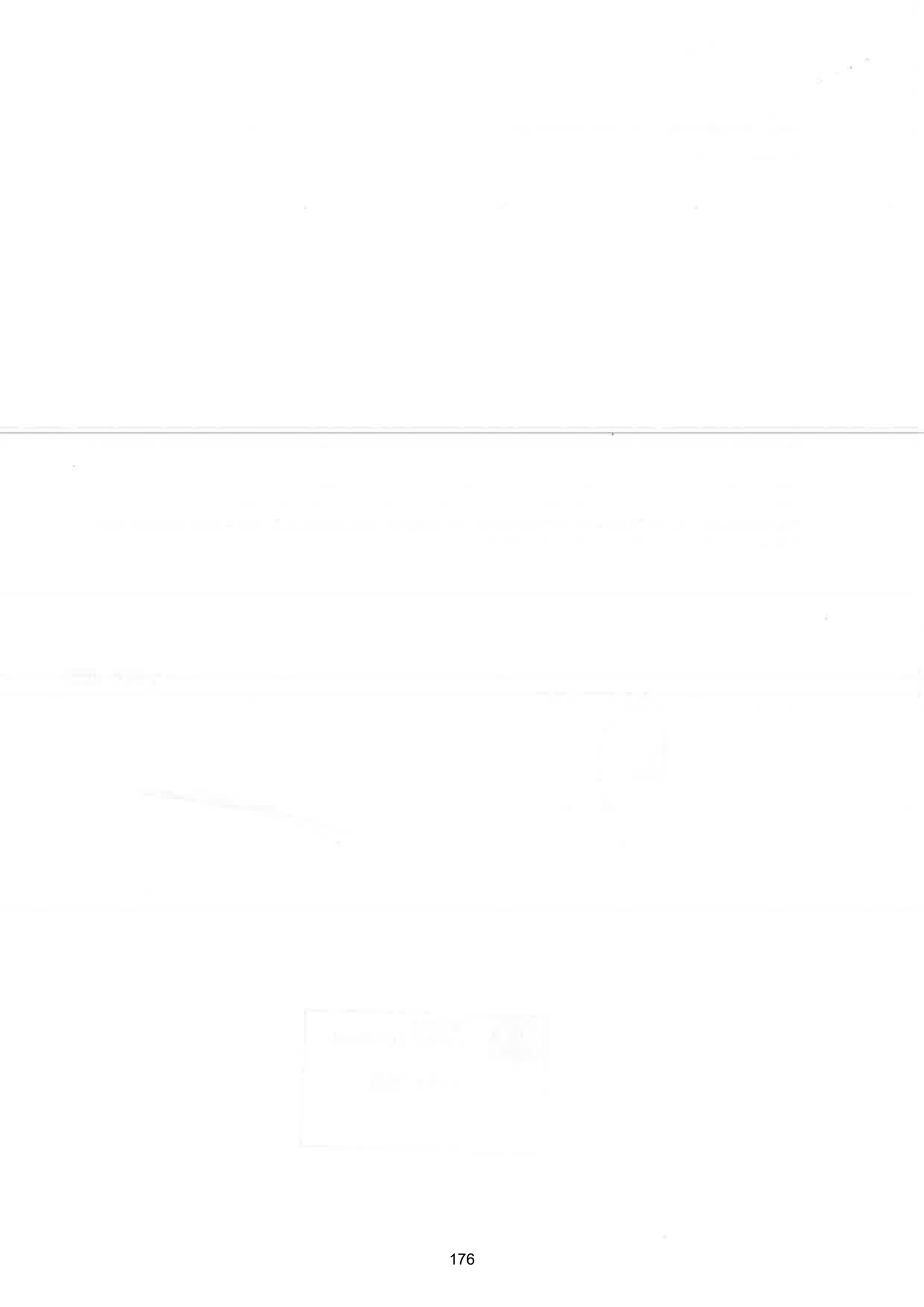
La Présidente du Conseil départemental
de la Drôme
Maire-Pierre MOUTON

Fait à Privas, le

11 FEV. 2020

Le Président du Conseil départemental
de l'Ardèche
Laurent UGHETTO





DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-76

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs journaliers afférents à la dépendance et du forfait global dépendance pour l'USLD " LE MONTOULON" à PRIVAS

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU l'arrêté n°2018-367 portant fixation, au titre de l'année 2019, de la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) départemental ;

VU la convention du 11 décembre 2009 relative aux modalités de paiement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie en établissements ardéchois et drômois, conclue entre les Départements de l'Ardèche et de la Drôme,

CONSIDERANT le Gir Moyen Pondéré de l'établissement fixé à 783 ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle « réelle » retenue à 20 696 journées ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités;

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2020, le forfait global dépendance alloué à l'EHPAD RESIDENCE LE MONTOULON (USLD) à PRIVAS est fixé comme suit :

Forfait Global Dépendance	540 750 €
Dont reprise de résultats antérieurs	-

ARTICLE 2 : Les tarifs afférents à la dépendance, applicables aux résidents âgés de 60 ans et plus de l'EHPAD RESIDENCE LE MONTOULON (USLD) à PRIVAS sont fixés comme suit :

		Tarifs à compter du 01 Janvier 2020
Résident de plus de 60 ans	GIR 1 et 2	27,47 €
	GIR 3 et 4	17,43 €
	GIR 5 et 6 (ticket modérateur)	7,40 €

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} janvier 2020, la dotation globale afférente à la dépendance, apportée par le Conseil Départemental de l'Ardèche, est fixée comme suit :

Dotation globale annuelle	356 928 €
Quote-part mensuelle à verser par douzième	29 744 €
<i>Quote-part Ardèche</i>	<i>349 987 €</i>
<i>Quote-part Drôme</i>	6 941 €

Conformément aux dispositions prévues au II de l'article L. 232-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée aux ressortissants du Département de l'Ardèche, sera versée directement à l'établissement d'accueil sous forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie, attribuée par les départements extérieurs à leurs ressortissants et servie de manière individualisée, sera également directement versée à l'établissement d'accueil, en application du 7^{ème} alinéa de l'article L. 232-8 susvisé

ARTICLE 4 : En cas d'absence pour convenances personnelles, sous réserve d'information préalable conformément au délai défini au contrat de séjour, ou en cas d'absence pour hospitalisation avec hébergement, le tarif dépendance restant à la charge du résident n'est pas facturé.

ARTICLE 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 03) dans le délai franc d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification.

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Education, Jeunesse et Monsieur le Directeur de la RESIDENCE LE MONTOLON (USLD) à PRIVAS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 JAN. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **31/01/2020**
Notifié le **06.02.2020**
Identifiant de télétransmission : **174 727**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-49

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement EHPAD LE MONTAULON à PRIVAS

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7458 et Conseil Départemental n° 2017-93 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CENTRE HOSPITALIER DES VALS D'ARDECHE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « RESIDENCE LE MONTAULON (EHPAD) » situé à PRIVAS ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 7877 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et la « Residence LE MONTAULON (EHPAD) » pour la période 2019-2023 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « RESIDENCE LE MONTOULON (EHPAD) » à PRIVAS est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	49,07 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Cantou	-
"Tarif journalier Hébergement Accueil de Jour	-
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	65,72 €*

*dont part hébergement **50,08 €** et part dépendance 15,68 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les produits de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « RESIDENCE LE MONTOULON (EHPAD) » à PRIVAS sont autorisés comme suit :

TOTAL PRODUITS	394 501.33 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	385 426.33 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE LE MONTOULON (EHPAD) » à PRIVAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 0202, NVR 0 3

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 31/01/2020.
Notifié le 06.02.2020.
Identifiant de télétransmission : 174425

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-75

**Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD
"RIVOLY" à LA VOULTE SUR RHONE**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7458 et Conseil Départemental n° 2017-93 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CENTRE HOSPITALIER DES VALS D'ARDECHE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « RESIDENCE RIVOLY » situé à LA VOULTE-SUR-RHONE;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 65913 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et l' « RESIDENCE RIVOLY » pour la période 2019-2023 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « RESIDENCE RIVOLY » à LA VOULTE-SUR-RHONE est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	53,91 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Cantou	-
"Tarif journalier Hébergement Accueil de Jour	-
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	78,79 €*

*dont part hébergement **61,00 €** et part dépendance 17,21 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les produits de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD « RESIDENCE RIVOLY » à LA VOULTE-SUR-RHONE sont autorisées comme suit :

TOTAL PRODUITS	4 058 876.29 €
dont PRODUITS DE LA TARIFICATION	3 560 559.29 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE RIVOLY » à LA VOULTE-SUR-RHONE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 JAN. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



[Signature]
La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **31/01/2020**
Notifié le **06.02.2020**
Identifiant de télétransmission : **174725**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-77

Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'USLD "LE MONTAULON" à PRIVAS

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le budget primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU les propositions budgétaires et tarifaires transmises par l'institution gestionnaire de l'établissement ;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 21 620 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT la procédure contradictoire suivie ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités, Education, Jeunesse;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de la RESIDENCE LE MONTOULON (USLD) à PRIVAS est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	49,35 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Cantou	-
Tarif journalier Hébergement Accueil de Jour	-
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	76,11 € *

*dont part hébergement **51,49 €** et part dépendance **24,62 €**

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de la RESIDENCE LE MONTOULON (USLD) à PRIVAS sont autorisées comme suit :

Charges brutes autorisées	1 113 227,11 €
Reprise de déficit	-
TOTAL dépenses autorisées	1 113 227,11 €
TOTAL PRODUITS	1 113 227,11 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Education et Jeunesse, Monsieur le Directeur de la RESIDENCE LE MONTOLON (USLD) à PRIVAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 JAN. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités



 La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **31-01-2020**
Notifié le **06-02-2020**
Identifiant de télétransmission : **174729**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Loubna BOUNGUAB
BP 737
07007 Privas Cedex
lbounguab@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-101

**Portant fixation, au titre de l'année 2020, des tarifs afférents à l'EHPAD L'AMITIE à LE
POUZIN.**

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7470 et Conseil Départemental n° 2017-105 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CCAS DU POUZIN » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « RESIDENCE L'AMITIE » situé à LE POUZIN;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 28002 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et l' « RESIDENCE L'AMITIE » pour la période 2020-2024;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD RESIDENCE L'AMITIE à LE POUZIN est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1^{er} Février 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	58,12 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Chambre double	44,25 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. UVP	61,64 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	79,31 € *

*dont part hébergement **61,43 €** et part dépendance **17,88 €**

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les charges brutes de la section d'exploitation hébergement de l'EHPAD RESIDENCE L'AMITIE à LE POUZIN sont autorisées comme suit :

TOTAL PRODUITS	1 668 246.20 €
TOTAL PRODUITS	1 631 579,50 €

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

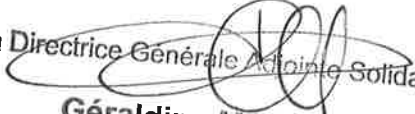
ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Education et Jeunesse, Monsieur le Directeur de l'EHPAD RESIDENCE L'AMITIE à LE POUZIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 31 01 2020

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le 12/02/2020
Notifié le 14.02.2020
Identifiant de télétransmission : 175154



DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-74

Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Le Chalendas à Vinezac

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7445 et Conseil Départemental n° 2017-159 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « ASSOCIATION BETHANIE » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « RESIDENCE LE CHALENDAS » situé à VINEZAC;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 8475 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et l'association BETHANIE pour la période 2018-2022 ;

ET

CONSIDERANT le Plan Pluriannuel d'Investissement de l'EHPAD « RESIDENCE LE CHALENDAS », approuvé en date du 6 janvier 2020 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « RESIDENCE LE CHALENDAS » à VINEZAC est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} février 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple F1	48,69 €
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple F1 bis	54,30 €
Tarif journalier hébergement Permanent+ de 60 ans. Chambre double	40,98 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	62,90 €*

*dont part hébergement 48,75 € et part dépendance 14,15 €

ARTICLE 2 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

ARTICLE 3 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

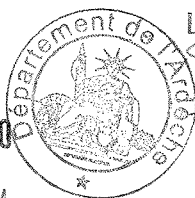
ARTICLE 5 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE LE CHALENDAS » à VINEZAC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 DEC. 2019**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités

La Directrice Générale Adjointe Solidarités,

Géraldine MALATIER



Reçu à la Préfecture le **31 JAN. 2020**
Notifié le **10/02/20**
Identifiant de télétransmission : **174641**

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Solidarités
Autonomie des Pers. Agées et des Pers.
Handicapées
Etablissements

Jean-Michel BADEL
BP 737
07007 Privas Cedex
jmbadel@ardeche.fr

ARRÊTÉ n°2020-90

Portant fixation, au titre l'année 2020, des tarifs afférents à l'hébergement de l'EHPAD Val de Beaume à Valgorge

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 3221-9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – livre troisième, notamment, les articles L. 312-1, L. 313-12, L. 314-1 et suivants ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles – partie réglementaire, livre troisième, notamment les articles R. 314-1 et suivants ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de l'Ardèche en vigueur ;

VU le Budget Primitif 2020 adopté par l'Assemblée départementale le 16 décembre 2019 ;

VU l'arrêté conjoint ARS n°2016-7437 et Conseil Départemental n° 2017-150 en date du 3 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation délivrée à « CENTRE HOSPITALIER CEVENNES ARDECHOISES » pour le fonctionnement de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « RESIDENCE LE VAL DE BEAUME » situé à VALGORGE;

CONSIDERANT l'activité prévisionnelle retenue à 18 615 journées pour déterminer le tarif hébergement ;

CONSIDERANT le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu entre l'Agence Régionale de Santé, le Département et le « CENTRE HOSPITALIER CEVENNES ARDECHOISES » pour la période 2020-2024 ;

SUR LA PROPOSITION de la Directrice Générale Adjointe Solidarités ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le tarif journalier hébergement (par personne), applicable aux résidents de l'EHPAD « RESIDENCE LE VAL DE BEAUME » à VALGORGE est fixé ainsi qu'il suit :

	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} février 2020
Tarif journalier hébergement Permanent + de 60 ans. Chambre simple	54,82 €
Tarif journalier hébergement Permanent moins de 60 ans	74,27 €*

*dont part hébergement 54,82 € et part dépendance 19,45 €

ARTICLE 2 : Pour l'exercice 2020, les produits de la tarification de l'EHPAD « RESIDENCE LE VAL DE BEAUME » à VALGORGE s'élèvent à 1 019 892,08 €.

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour hospitalisation ou autre motif de plus de 72h, le tarif hébergement est minoré du montant du forfait journalier hospitalier en vigueur.

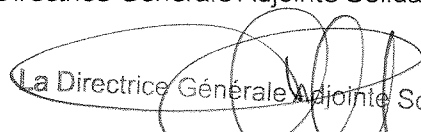
ARTICLE 4 : L'aide sociale à l'hébergement servie par le Département de l'Ardèche est maintenue jusqu'à 60 jours consécutifs d'absence du bénéficiaire pour cause d'hospitalisation ou 35 jours consécutifs d'absence pour un autre motif.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible d'être contesté dans un délai d'un mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de LYON (184 rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03).

ARTICLE 6 : La Directrice Générale Adjointe Solidarités, Madame la Directrice/Monsieur le Directeur de l'EHPAD « RESIDENCE LE VAL DE BEAUME » à VALGORGE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le **30 JAN. 2020**

P/Le Président et par délégation
La Directrice Générale Adjointe Solidarités


La Directrice Générale Adjointe Solidarités,
Géraldine MALATIER

Reçu à la Préfecture le **07 FEV. 2020**
Notifié le *10/02/20*
Identifiant de télétransmission : *174955*

Appel à projets conjoint
Agence régionale de santé et Conseil départemental de l'Ardèche

Référence : ARS/CD07 SAMSAH REHAB-07-2019

Renforcement de l'inclusion sociale des personnes situation de handicap psychique en Auvergne-Rhône-Alpes par la création de 13 places de SAMSAH déployant des pratiques orientées vers le rétablissement et portant un volet d'accès au logement

Commission d'information et de sélection du 05/11/2019

Avis de classement

Trois-projets ont été reçus au siège de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Conseil départemental de l'Ardèche.

Tous les projets ont été instruits et soumis à la commission d'information et de sélection.

Le classement est le suivant :

- 1- Association de placement et d'aide aux jeunes handicapés - APAJH
- 2- Association hospitalière Sainte Marie - AHSM
- 3- Association départementale de parents et d'amis des personnes handicapées mentales - ADAPEI

Conformément à l'article R.313-6-2 du code de l'action sociale et des familles, l'avis de classement de la commission de sélection est publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de et du Conseil départemental de l'Ardèche.

Il est également mis en ligne sur les sites internet de l'Agence régionale de santé et du Conseil départemental de l'Ardèche.

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Direction Générale des Services (DGS)
Finances, Appui et Conseil
Gestion Comptable, Dette et Trésorerie

Véronique CLARET
BP 737
07000 PRIVAS
Tel : 04 75 66 71 58
Courriel : vclaret@ardeche.fr

DÉCISION n°2020-84

Portant réalisation d'un contrat d'Echange de Conditions d'Intérêts d'un montant de 9 500 000 € auprès de la société LA BANQUE POSTALE

LE PRESIDENT,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 3211-2 1 ;
- Vu** la délégation du Conseil départemental accordée au Président du Conseil départemental par délibération en date du 17 juin 2019 ;
- Vu** la cotation en date du 20 janvier 2020 ;

DECIDE

Article 1^{er}

De souscrire auprès de la société La Banque Postale un contrat d'Echange de Conditions d'Intérêts d'un montant de **9 500 000 €** dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Date de commencement :** 17/03/2020
- **Durée :** 20 ans (échéance le 1/04/40)
- **Intérêts :** Echange de **taux fixe 0.62 % (30/360)**, contre taux variable **EURIBOR 3MOIS** non flooré + **0.3920%** l'an (30/360)
- **Périodicité :** trimestrielle
- **Commission :** néant

Article 2

Le Président ou son représentant légal est habilité à signer le Contrat d'Echange réglant les conditions de ce Contrat, ainsi que tout autre document nécessaire à la conclusion et à l'exécution dudit contrat. Il sera rendu compte de cette décision lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Article 3

La présente pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux,
- d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03)

dans le délai de deux mois suivant sa publicité.

Article 4

Le Directeur Général des Services est chargé de la mise en œuvre de la présente décision.

Certifié exécutoire,

Fait à Privas le 27 janvier 2020

Le Président,
Monsieur Laurent UGHETTO



Reçu à la Préfecture le 21.02.2020 AR 174816
Affiché en l'Hôtel du département le 21.02.2020

**POUR COPIE CONFORME AUX ORIGINAUX
DÉPOSÉS À LA DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

**Pour le Président,
Le Directeur Général
des Services Départementaux**

Antonin JIMENEZ



www.ardeche.fr

ardèche
LE DEPARTEMENT

Hôtel du Département - Quartier La Chaumette
BP 737 - 07007 Privas cedex - Tél : 04 75 66 77 07